



Organe subsidiaire de mise en œuvre

Trente-neuvième session

Varsovie, 11-16 novembre 2013

Point 18 a) de l'ordre du jour provisoire

Questions administratives, financières et institutionnelles

Exécution du budget de l'exercice biennal 2012-2013

**Exécution du budget de l'exercice biennal 2012-2013
au 30 juin 2013**

Note de la Secrétaire exécutive

Résumé

Le présent document rend compte de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2012-2013. Son objet est d'informer les Parties de l'état des recettes et des dépenses ainsi que des résultats obtenus au 30 juin 2013. À cette date, 36,2 millions d'euros avaient été reçus, soit 80,5 % du montant indicatif total des contributions au budget de base attendues pour l'exercice biennal. Les contributions volontaires reçues se chiffraient à 5,45 millions de dollars des États-Unis au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention et à 29,3 millions de dollars au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. À ce stade, 70,7 % environ du budget de base pour 2012-2013 avaient été dépensés. Environ 26,3 millions de dollars avaient été affectés à différents projets au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires et 7,9 millions de dollars avaient été dépensés au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention afin de permettre aux Parties remplissant les conditions requises de prendre part aux sessions. Ce document contient aussi des informations sur la situation du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre, du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions et du Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand et sur les dépenses d'appui aux programmes. Il fournit enfin des renseignements sur les ressources humaines et sur l'exécution des programmes.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	3
A. Mandat.....	1	3
B. Objet de la note.....	2	3
C. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre.....	3	3
II. Rapport sur les recettes et les dépenses.....	4–25	3
A. Fonds d’affectation spéciale pour le budget de base de la Convention	4–9	3
B. Fonds d’affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention.....	10–12	6
C. Fonds d’affectation spéciale pour les activités complémentaires	13–16	7
D. Fonds d’affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre .	17–18	8
E. Fonds d’affectation spéciale pour le relevé international des transactions	19–20	9
F. Fonds d’affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn).....	21–22	10
G. Dépenses d’appui aux programmes	23–25	11
III. Exécution des programmes	26–27	12
A. Direction exécutive et gestion	28–34	12
B. Atténuation, données et analyses.....	35–41	13
C. Financement, technologie et renforcement des capacités	42–45	15
D. Adaptation	46–55	16
E. Mécanismes pour un développement durable.....	56–63	18
F. Affaires juridiques	64–69	20
G. Services des affaires de la Conférence	70–78	21
H. Communications et services de gestion des connaissances	79–88	23
I. Services des technologies de l’information	89–91	25
J. Services administratifs.....	92–98	26
IV. Informations supplémentaires	99	27
Annexes		
I. Human Resources		28
II. Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2012-2013		32
III. Programme performance data for the period from 1 January 2012 to 30 June 2013		36

I. Introduction

A. Mandat

1. La Conférence des Parties et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) ont, dans les décisions 18/CP.17 et 17/CMP.7, approuvé le budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 et la Conférence des Parties a prié la Secrétaire exécutive de lui faire rapport sur les recettes et l'exécution du budget et de proposer tout ajustement qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au budget-programme.

B. Objet de la note

2. Le présent document fait le point des recettes et de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au 30 juin 2013. Il convient de le lire en parallèle avec le document FCCC/SBI/2011/2/Add.1, où figure le programme de travail biennal du secrétariat pour 2012-2013, et le document FCCC/SBI/2013/INF.15 sur l'état des contributions au 31 octobre 2013. Il contient aussi des renseignements sur les ressources humaines et l'exécution des programmes.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

3. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) pourrait prendre note des renseignements présentés et arrêter les mesures qu'il pourrait juger nécessaires en vue de les inclure dans les projets de décision sur les questions administratives et financières qui seront soumis pour adoption à la Conférence des Parties à sa dix-neuvième session et à la CMP à sa neuvième session.

II. Rapport sur les recettes et les dépenses

A. Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention

4. La Conférence des Parties, par sa décision 18/CP.17, et la CMP, par sa décision 17/CMP.7, ont approuvé un budget total de 48,5 millions d'euros pour l'exercice biennal 2012-2013 (voir le tableau 1).

Tableau 1

Budget-programme de base approuvé et recettes pour l'exercice biennal 2012-2013

	2012 (EUR)	2013 (EUR)	Total (EUR)
Dépenses afférentes aux programmes	21 507 201	21 258 557	42 765 758
Dépenses d'appui aux programmes	2 795 936	2 763 612	5 559 548
Ajustement de la réserve de trésorerie	185 875	0	185 875
Total du budget-programme approuvé	24 489 012	24 022 169	48 511 181
Contributions selon le barème indicatif	22 722 074	22 255 231	44 977 305
Solde inutilisé des contributions d'exercices antérieurs (report)	1 000 000	1 000 000	2 000 000
Contribution du gouvernement du pays hôte	766 938	766 938	1 533 876
Total des recettes	24 489 012	24 022 169	48 511 181

5. Le tableau 2 fait apparaître les recettes effectives du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention pour les dix-huit premiers mois de l'exercice biennal, soit 48,6 millions d'euros. Ce montant comprend pour l'essentiel 36,2 millions d'euros de contributions versées selon le barème indicatif par les Parties pour 2012-2013, un solde de fonds provenant d'exercices financiers antérieurs (report de l'exercice 2010-2011) de 9,2 millions d'euros et des contributions volontaires du gouvernement du pays hôte de 1,5 million d'euros.

Tableau 2

Recettes du budget de base au 30 juin 2013

	<i>2012-2013 (EUR)</i>
Report de l'exercice 2010-2011 ^a	9 232 047
Montant indicatif des contributions pour 2012-2013 – Convention	24 490 208
Montant indicatif des contributions pour 2012-2013 – Protocole de Kyoto	11 710 724
Contributions volontaires du gouvernement du pays hôte	1 533 876
Contributions pour des années ultérieures reçues à l'avance ^a	905 778
Intérêts, recettes accessoires et économies sur des exercices antérieurs ^a	679 878
Total des recettes^b	48 552 511

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,767 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2013.

^b La réserve de trésorerie s'établit à 2 017 160 euros.

6. Au 30 juin 2013, sur les 195 Parties à la Convention, 113 n'avaient pas versé leur contribution pour 2013 et, sur les 192 Parties au Protocole de Kyoto, 118 ne l'avaient pas fait non plus.

7. Le tableau 3 fait apparaître le budget de base approuvé pour 2012-2013 par programme ainsi que les dépenses pour les dix-huit premiers mois de l'exercice biennal. Au 30 juin 2013, les dépenses se chiffraient à 30,2 millions d'euros, soit 70,7 % du budget approuvé pour 2012-2013.

Tableau 3

Budget de base approuvé pour 2012-2013 et dépenses par programme au 30 juin 2013

	<i>Budget (EUR)</i>	<i>Dépenses (EUR)</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget approuvé</i>
<i>A. Programme</i>			
Direction exécutive et gestion	4 371 974	3 065 133	70,1
Atténuation, données et analyses	10 193 264	7 078 431	69,4
Financement, technologie et renforcement des capacités	5 648 394	3 547 696	62,8
Adaptation	3 873 544	2 580 502	66,6
Mécanismes pour un développement durable	1 120 318	794 754	70,9
Affaires juridiques	2 710 628	1 765 533	65,1
Services des affaires de la Conférence	3 286 432	2 353 880	71,6
Communication et services de gestion des connaissances	3 414 864	2 367 744	69,3

	Budget (EUR)	Dépenses (EUR)	Dépenses en pourcentage du budget approuvé
Services liés aux technologies de l'information	6 229 090	4 459 401	71,6
<i>B. Dépenses de fonctionnement pour l'ensemble du secrétariat^a</i>	3 239 902	2 203 078	68,0
Total partiel (A + B)	44 088 410	30 216 152	68,5
Moins: Dividende exceptionnel d'efficacité	1 322 652		
Total^b	42 765 758	30 216 152	70,7

^a Les dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat sont gérées par le programme des services administratifs.

^b Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

8. Le tableau 4 présente le budget de base approuvé pour 2012-2013 et les dépenses au 30 juin 2013 par objet de dépense. Les «dépenses de personnel» comprennent les traitements et les dépenses communes de personnel, les traitements du personnel engagé pour une période de courte durée et du personnel temporaire ainsi que le coût des heures supplémentaires. Les concours extérieurs (particuliers et institutions) sont groupés sous la rubrique «consultants». Les frais de voyage du personnel envoyé en mission sont dissociés de ceux des experts participant à des ateliers et à des consultations informelles. Les «frais généraux de fonctionnement» comprennent les paiements aux fournisseurs de divers biens et services et d'autres dépenses de fonctionnement comme les dépenses correspondant aux services de télécommunications. Les «subventions et contributions» englobent les sommes versées pour la gestion des locaux de Bonn à l'Unité centrale chargée des services communs, qui fournit des services logistiques et administratifs au secrétariat, ainsi que la contribution annuelle au budget du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Tableau 4

Budget de base approuvé pour 2012-2013 et dépenses par objet de dépense au 30 juin 2013

Objet de dépense	Budget (EUR)	Dépenses (EUR)	Dépenses en pourcentage du budget approuvé
Dépenses de personnel	33 060 721	22 500 134	68,1
Consultants	1 488 718	1 353 180	90,9
Groupes d'experts	2 039 656	945 278	46,3
Frais de voyage du personnel	1 473 301	1 227 856	83,3
Frais généraux de fonctionnement	4 363 760	3 096 664	71,0
Subventions et contributions	1 662 254	1 093 040	65,8
Total partiel	44 088 410	30 216 152	68,5
Moins: Dividende exceptionnel d'efficacité	1 322 652		
Total^a	42 765 758	30 216 152	70,7

^a Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

9. Certains objets de dépense restent en deçà du taux d'exécution idéal de 75 % au 30 juin 2013. Par exemple, les coûts des groupes d'experts sont modiques principalement parce que plusieurs réunions du Comité de contrôle du respect des dispositions, de même que tous les examens centralisés que doit coordonner le programme «Atténuation, données et analyses», auront lieu en principe au second semestre de 2013. Les dépenses de personnel devraient augmenter dans les six prochains mois du fait du règlement des indemnités pour frais d'études pour l'année scolaire et universitaire 2012-2013. Les dépenses de consultants affichent un taux d'exécution supérieur à 75 %, ce qui tient au fait que, compte tenu de l'urgence des travaux, il a été fait appel à certains consultants dans les cas où les postes vacants ne pouvaient pas être pourvus aussi rapidement qu'il le fallait. Le taux élevé d'exécution constaté au titre des frais de voyage du personnel s'explique par la demande de voyages, plus forte que prévue, pour les activités suivantes: sensibilisation; participation à des réunions internationales ayant trait à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (secteur UTCATF) et à l'initiative REDD-plus¹; et appui à fournir aux Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I), notamment pour l'élaboration de leurs mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN).

B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention

10. Le Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention soutient financièrement, à l'aide de contributions volontaires, la participation de représentants des pays en développement parties et des pays parties en transition sur le plan économique qui remplissent les conditions requises aux sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires. Il s'agit des Parties dont le produit intérieur brut par habitant ne dépassait pas 7 500 dollars des États-Unis en 2007 d'après les statistiques publiées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ce plafond est porté à 14 000 dollars pour les petits États insulaires en développement.

11. Le tableau 5 fait apparaître les recettes et les dépenses au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention au 30 juin 2013. Les contributions volontaires reçues par le secrétariat au cours de la période considérée se sont montées à 5,4 millions de dollars. Compte tenu des contributions reçues à ce jour, ainsi que du solde reporté de l'exercice 2010-2011, des intérêts, des recettes accessoires et des ajustements, les recettes totalisent 10,9 millions de dollars.

12. Les dépenses engagées au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2012-2013 pour couvrir la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises à cinq sessions se sont chiffrées à 7,9 millions de dollars, ce qui laisse, par rapport aux recettes, un solde positif de 2,9 millions de dollars, non compris la réserve opérationnelle de 0,6 million de dollars. Ce solde, auquel pourraient s'ajouter d'autres contributions volontaires éventuelles au Fonds d'affectation spéciale, servira à financer la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises à la dix-neuvième session de la Conférence des Parties et à la neuvième session de la CMP qui se tiendront à Varsovie (Pologne) à la fin de 2013.

¹ Démarches générales et mesures d'incitation positive pour tout ce qui concerne la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement; et rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement.

Tableau 5
**Situation du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus
de la Convention au 30 juin 2013**

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2010-2011	5 121 373
Contributions volontaires reçues en 2012	4 887 083
Contributions volontaires reçues en 2013	557 962
Intérêts	52 669
Recettes accessoires	247 862
Total des recettes	10 866 949
<i>Dépenses</i>	
Frais de voyage de 199 participants à la trente-sixième session du SBI et du SBSTA, à la dix-septième session de l'AWG-KP, à la quinzième session de l'AWG-LCA et à la première session de l'ADP	1 310 488
Frais de voyage de 194 participants aux sessions informelles tenues en marge de la dix-septième session de l'AWG-KP, de la quinzième session de l'AWG-LCA et de la première session de l'ADP	956 185
Frais de voyage de 338 participants à la dix-huitième session de la Conférence des Parties, à la huitième session de la CMP, à la trente-septième session du SBI et du SBSTA, et à la deuxième partie de la dix-septième session de l'AWG-KP, de la quinzième session de l'AWG-LCA et de la première session de l'ADP	2 844 515
Frais de voyage de 130 participants à la deuxième session de l'ADP	539 082
Frais de voyage de 204 participants à la trente-huitième session du SBI et du SBSTA et à la deuxième partie de la deuxième session de l'ADP	1 329 343
Autres frais de voyage	45 941
Dépenses d'appui aux programmes	914 944
Total des dépenses	7 940 498
Solde^a	2 926 451

^a Non compris la réserve de trésorerie de 596 582 dollars.

Abréviations: ADP = Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée, AWG-KP = Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto, AWG-LCA = Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention, CMP = Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, SBI = Organe subsidiaire de mise en œuvre, SBSTA = Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique.

C. Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires

13. Plusieurs activités de base continuent d'être financées par les contributions volontaires des Parties au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, ce qui permet au secrétariat d'exécuter plus efficacement le programme de travail de l'exercice biennal en cours, y compris l'appui aux négociations dans le cadre des groupes de travail spéciaux.

14. Le tableau 6 indique les recettes et les dépenses du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2013.

15. Des contributions volontaires d'un montant de 29,3 millions de dollars ont été reçues au cours de la période considérée. Parmi les autres sources de recettes du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, il convient de mentionner le solde des fonds de 26,5 millions de dollars reporté de l'exercice biennal 2010-2011, les droits et redevances perçus au titre de l'application conjointe, les intérêts créditeurs et les recettes accessoires, soit 35,2 millions de dollars au total au 30 juin 2013.

16. Les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires se chiffraient à 26,3 millions de dollars au 30 juin 2013. Le solde inutilisé de 38,1 millions de dollars ainsi que toutes les autres contributions volontaires éventuellement reçues serviront à financer les activités en cours jusqu'à la fin de l'exercice biennal.

Tableau 6

Situation du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2013

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2010-2011	26 534 977
Contributions volontaires reçues en 2012	22 223 308
Contributions volontaires reçues en 2013	7 047 118
Droits et redevances au titre de l'application conjointe	6 984 465
Intérêts	332 393
Recettes accessoires	1 330 645
Total des recettes	64 452 906
<i>Dépenses</i>	
Dépenses	23 347 992
Dépenses d'appui aux programmes	2 985 309
Total des dépenses	26 333 301
Solde^a	38 119 605

^a Non compris la réserve de trésorerie de 2 500 000 dollars.

D. Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre

17. Le tableau 7 indique les recettes et les dépenses du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2013. Les recettes pour l'exercice biennal 2012-2013, d'un montant de 260,3 millions de dollars, comprennent principalement un solde de fonds reporté de l'exercice précédent de 119,2 millions de dollars et des droits et redevances perçus au titre du mécanisme pour un développement propre (MDP) de 138,9 millions de dollars.

18. Au 30 juin 2013, les dépenses engagées se montaient à 59,2 millions de dollars, ce qui laissait un solde inutilisé de 201,1 millions de dollars, ou 156,1 millions de dollars après comptabilisation de la réserve de trésorerie de 45 millions de dollars.

Tableau 7

Situation du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2013

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2010-2011	119 203 135
Droits et redevances perçus au titre du mécanisme pour un développement propre	138 927 168
Intérêts	1 623 883
Recettes accessoires	544 725
Total des dépenses	260 298 911
<i>Dépenses</i>	
Dépenses	52 504 505
Dépenses d'appui aux programmes	6 694 141
Total des dépenses	59 198 646
Solde^a	201 100 265

^a Non compris la réserve de trésorerie de 45 millions de dollars.

E. Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions

19. Les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2013 sont présentées au tableau 8. Elles se chiffraient à 9,6 millions d'euros pour 2012-2013 et comprenaient pour l'essentiel 3,9 millions d'euros reportés de l'exercice biennal précédent et 5,6 millions d'euros de droits d'utilisation du relevé international des transactions (99 % des droits perçus pour l'exercice biennal).

Tableau 8

Recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2013

(En euros)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2010-2011 ^a	3 853 078
Droits d'utilisation du relevé international des transactions perçus en 2012-2013	5 590 020
Intérêts, recettes accessoires et économies réalisées sur des exercices antérieurs ^a	136 384
Total des recettes^b	9 579 482

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,767 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2013.

^b La réserve de trésorerie s'établit à 239 680 euros.

20. Le tableau 9 fait apparaître le budget approuvé pour 2012-2013 par objet de dépense ainsi que les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2013. Pour des renseignements plus détaillés sur l'exécution du budget du relevé international des transactions (RIT), voir le rapport annuel de l'administrateur du RIT établi en application du Protocole de Kyoto (FCCC/SBI/2013/INF.16).

Tableau 9

Budget approuvé pour 2012-2013 et dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions par objet de dépense au 30 juin 2013

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget (EUR)</i>	<i>Dépenses (EUR)</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget approuvé</i>
Dépenses de personnel	1 469 568	755 702	51,4
Services contractuels et consultants	3 295 728	2 154 941	65,4
Groupes d'experts	35 496	5 493	15,5
Frais de voyage du personnel	35 016	11 469	32,8
Frais généraux de fonctionnement et contributions aux services communs	275 184	93 369	33,9
Total^a	5 110 992	3 020 974	59,1

^a Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

F. Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn)

21. En offrant d'accueillir le secrétariat de la Convention à Bonn, le Gouvernement allemand s'est engagé à verser au secrétariat une contribution annuelle spéciale de 1,8 million d'euros. Au 30 juin 2013, les contributions pour 2012-2013 avaient été intégralement versées. Les contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn) ont été utilisées pour couvrir les frais d'organisation des sessions qui ont eu lieu à Bonn pendant la période considérée.

22. Le tableau 10 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds de Bonn en 2012-2013 à la date du 30 juin 2013. Déduction faite d'un total des dépenses de 3,2 millions d'euros et de la réserve de trésorerie de 241 200 euros, le solde inutilisé du fonds se chiffre à 374 186 euros, montant qui devrait être intégralement dépensé d'ici à la fin de 2013.

Tableau 10

Situation du Fonds de Bonn au 30 juin 2013

(En euros)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2010-2011 ^a	210 953
Contributions	3 579 044
Intérêts créditeurs et recettes d'exercices antérieurs	17 769
Total des recettes	3 807 766

<i>Dépenses</i>	
Appui aux conférences	2 367 222
Appui informatique aux conférences	420 763
Part des coûts liés aux services communs	25 291
Dépenses d'appui aux programmes	379 104
Total des dépenses	3 192 380
À déduire: Réserve de trésorerie	241 200
Solde	374 186

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,767 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2013.

G. Dépenses d'appui aux programmes

23. En application des procédures financières de l'ONU, des frais généraux (13 %) sont prélevés sur tous les fonds d'affectation spéciale de la Convention pour financer les services administratifs. La plupart de ces services sont assurés par le secrétariat (programme «Services administratifs»). Les services centraux – vérification des comptes, états de paie, placements des fonds, services de trésorerie et services liés à l'administration de la justice – sont fournis par l'ONU et doivent être remboursés à l'Organisation.

24. Le tableau 11 indique l'état des dépenses d'appui aux programmes. Au 30 juin 2013, les recettes se chiffraient à 30,8 millions de dollars et comprenaient un report de fonds de 13,3 millions de dollars de l'exercice biennal précédent, des recettes au titre des dépenses d'appui aux programmes de 17,1 millions de dollars et des intérêts et recettes accessoires de 0,4 million de dollars.

25. Au cours de la période considérée, 14,3 millions de dollars ont été utilisés pour financer les dépenses de personnel et d'autres frais. Ce montant inclut l'essentiel des sommes dues au titre des services rendus par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) pour 2012, mais au 30 juin 2013 les sommes dues à ce titre pour les six premiers mois de 2013 n'avaient pas encore été payées. Déduction faite de la réserve de trésorerie de 2,3 millions de dollars, le solde inutilisé du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes s'établit à 14,3 millions de dollars.

Tableau 11

Situation du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes au 30 juin 2013

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2010-2011	13 317 393
Montant prélevé sur les fonds d'affectation spéciale au titre des dépenses d'appui aux programmes	17 141 645
Intérêts et recettes accessoires	364 515
Total des recettes	30 823 553

<i>Dépenses</i>	
Dépenses de personnel du secrétariat	10 811 611
Autres dépenses du secrétariat	2 476 306
Services rendus par l'Organisation des Nations Unies	969 429
Total des dépenses	14 257 346
À déduire: Réserve de trésorerie	2 251 200
Solde	14 315 007

III. Exécution des programmes

26. L'exécution des programmes repose sur le programme de travail de l'exercice biennal 2012-2013 et sur les mandats confiés au secrétariat après la présentation de ce programme de travail. Il convient donc de lire ce chapitre en parallèle avec le document FCCC/SBI/2011/2/Add.1, qui présente les grandes lignes du programme de travail.

27. Les sections ci-après donnent un bref aperçu des fonctions confiées à chaque programme, indiquent si les résultats attendus du programme de travail de l'exercice biennal sont en passe d'être obtenus et récapitulent les activités qui ont contribué à l'accomplissement des objectifs assignés au secrétariat.

A. Direction exécutive et gestion

28. La fonction générale du programme «Direction exécutive et gestion» consiste à définir une orientation stratégique, garantir la cohérence globale des travaux du secrétariat et entretenir une coopération et des partenariats stratégiques avec d'autres organisations, dont celles du système des Nations Unies, et avec les principaux acteurs intervenant dans le processus lié aux changements climatiques.

29. Au cours de la période considérée, l'action du programme s'est notamment concentrée sur la réalisation d'éléments clefs de l'infrastructure d'appui internationale, dont la mise en place du Mécanisme technologique et du Fonds vert pour le climat, avant la création de son secrétariat indépendant. Parmi les autres priorités, il convient de mentionner la mise en œuvre du système de mesure, de notification et de vérification, le lancement de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto et l'accent mis sur la cohérence et l'impact de l'infrastructure d'appui de la Convention.

30. Le programme a directement soutenu les efforts déployés par les présidents et le bureau de la Conférence des Parties et de la CMP pour faciliter une issue favorable à la dix-huitième session de la Conférence des Parties et à la huitième session de la CMP et préparer la dix-neuvième session de la Conférence des Parties et la neuvième session de la CMP. L'unité chargée de la stratégie de mise en œuvre a coordonné l'appui du secrétariat au Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée (ADP) et a soutenu les activités du Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto (AWG-KP) et du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWG-LCA), dont les travaux ont pris fin en 2012. En matière d'appui aux négociations, la Secrétaire exécutive a, en particulier, redoublé d'efforts pour conférer un caractère plus transparent aux informations communiquées aux Parties au sujet de l'état d'avancement des négociations en tirant mieux parti du site Web de la Convention et des outils fournis par les réseaux sociaux.

31. Afin d'améliorer l'impact et l'efficacité des activités du secrétariat et de l'appui qu'il fournit aux Parties, la Secrétaire exécutive a continué de s'employer à regrouper d'importantes initiatives de changement organisationnel en un cadre stratégique cohérent axé sur les résultats qui s'articule autour de trois piliers (le facteur humain, les processus et l'impact).

32. Concernant le pilier «impact», le secrétariat a défini des mesures précises propres à donner plus de retentissement à ses travaux, notamment en appuyant la mise en place des institutions et des mécanismes convenus et en renforçant les partenariats stratégiques avec la société civile et d'autres parties prenantes. Les activités réalisées comprennent le lancement de partenariats avec la Fondation Rockefeller et le Forum économique mondial en vue d'élargir la portée de l'initiative Momentum for Change (Dynamique du changement)² et l'intensification de la collaboration existant avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Bureau du Pacte mondial de l'ONU dans le cadre de l'initiative pour la protection du climat Caring for Climate³. Le programme a également fourni un appui stratégique au Cabinet du Secrétaire général de l'ONU en prévision du sommet de 2014 sur le climat qu'il prépare.

33. Concernant le pilier «processus» du cadre stratégique, la Secrétaire exécutive a mis l'accent sur des mesures concrètes visant à améliorer l'efficacité, la qualité et la viabilité environnementale du fonctionnement du secrétariat. Afin d'accroître le rapport coût-efficacité de ses activités, le secrétariat a entrepris des examens approfondis de ses processus internes à l'aide des outils Lean Six Sigma, en menant à bien neuf projets durant la période considérée⁴.

34. S'agissant du pilier «facteur humain», un cadre global de stratégie de gestion des ressources humaines a été adopté pour 2012-2014. Ce cadre prévoit des mesures concrètes en vue d'atteindre la parité hommes-femmes parmi les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur au sein du secrétariat, de maintenir une répartition géographique appropriée du personnel et d'améliorer le suivi du comportement professionnel et le sens des responsabilités à tous les niveaux. Au cours de la période considérée, 91 % des cadres supérieurs ont participé à un programme de perfectionnement des compétences du personnel d'encadrement, 56 % des cadres intermédiaires ont suivi des programmes de renforcement des capacités de gestion et 70 % des responsables hiérarchiques ont bénéficié d'une formation aux techniques d'encadrement.

B. Atténuation, données et analyses

35. Le programme «Atténuation, données et analyses» appuie le processus intergouvernemental concernant les activités d'atténuation des pays développés parties et des pays en développement parties, les activités relevant de l'initiative REDD-plus, les démarches sectorielles et la question des combustibles de soute, ainsi que les mesures de riposte. Il facilite l'examen des informations et des données fournies par toutes les Parties dans leurs communications nationales, leurs inventaires des gaz à effet de serre (GES) et d'autres communications pertinentes et il contribue également à fournir une assistance technique aux Parties non visées à l'annexe I pour l'élaboration de leurs communications nationales et de leurs rapports biennaux actualisés.

² Voir http://unfccc.int/secretariat/momentum_for_change/items/6214.php.

³ Voir http://www.unglobalcompact.org/issues/environment/climate_change/.

⁴ En outre, les fonctionnaires ont bénéficié d'une formation ciblée et ont utilisé les outils Lean Six Sigma pour de nombreuses initiatives plus restreintes dans leurs domaines d'activité respectifs. Grâce à la formation, à l'encadrement et à l'accompagnement dispensés en continu, le personnel du secrétariat peut désormais analyser les méthodes de travail et rendre compte des avantages procurés par les améliorations. On trouvera plus de précisions sur les gains d'efficacité dynamique obtenus à la fin de 2012 dans le document FCCC/SBI/2013/INF.5.

36. Le programme est activement associé aux négociations concernant le système de mesure, de notification et de vérification de l'action engagée en matière d'atténuation par les pays développés et les pays en développement, y compris aux travaux de l'AWG-LCA et de l'AWG-KP dans le domaine de l'atténuation et aux programmes de travail connexes entrepris dans le cadre du SBI et de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA). Il soutient aussi les négociations se rapportant à l'atténuation dans le cadre des secteurs d'activité 1 et 2 de l'ADP, l'accent étant mis sur cet aspect dans l'accord de 2015 et le plan de travail destiné à rehausser le niveau d'ambition des efforts d'atténuation.

37. Concernant l'appui à la communication et à l'examen des informations des Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I), il convient en particulier de mentionner l'achèvement des examens des cinquièmes communications nationales de ces Parties, la poursuite du processus d'examen annuel de leurs inventaires des GES et de leurs informations supplémentaires, l'appui aux travaux du Comité de contrôle du respect des dispositions du Protocole de Kyoto, l'organisation de multiples activités de formation à l'intention des experts chargés des examens, dont des séminaires de perfectionnement, la mise au point d'une nouvelle version du logiciel du cadre commun de présentation et la préparation de systèmes et de processus informatiques, tels que le RIT et la base de données de compilation et de comptabilisation, en prévision de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto.

38. La communication et l'examen des informations des Parties non visées à l'annexe I ont été soutenus par l'organisation de quatre réunions du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (le Groupe consultatif d'experts), l'exécution d'un large éventail d'activités de nature technique et de renforcement des capacités menées par ce Groupe et la mise à niveau du logiciel destiné à aider les Parties non visées à l'annexe I à établir leurs inventaires des GES. Cinq communications nationales initiales, 28 des deuxièmes communications nationales, une troisième communication nationale ainsi qu'une cinquième ont été reçues de Parties non visées à l'annexe I durant la période considérée.

39. Cette période a été marquée par la mise en service, dans le cadre du programme «Atténuation, données et analyses», d'une version fonctionnelle du registre des MAAN. Le programme a ensuite assuré la maintenance du registre, entretenu des contacts avec les responsables des MAAN, organisé un atelier régional à l'appui du processus d'élaboration des MAAN et sollicité des pourvoyeurs potentiels d'aide. Il a appuyé l'application du programme de travail du SBI et du SBSTA sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, notamment l'organisation de plusieurs réunions du forum consacré à cette question.

40. Le programme a apporté sa contribution aux travaux de la Conférence des Parties, de la CMP et de leurs organes subsidiaires sur toutes sortes de sujets méthodologiques et scientifiques. Il convient de mentionner en particulier la négociation de nombreuses questions relatives à l'initiative REDD-plus, au secteur UTCATF et à l'agriculture, l'appui accordé au programme de travail de la Conférence des Parties sur le financement axé sur les résultats visant à favoriser la pleine mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'initiative REDD-plus, la maintenance nécessaire au partage d'informations sur cette initiative par le biais de la plate-forme Web et le soutien fourni aux travaux sur les émissions imputables aux transports aériens et maritimes internationaux et sur les paramètres de mesure communs.

41. Pour finir, le programme a entamé les préparatifs nécessaires au lancement et au bon déroulement du processus d'évaluation et d'examen au niveau international dans le cas des Parties visées à l'annexe I (notamment la communication et l'examen de leurs rapports biennaux) et des consultations et analyses internationales dans le cas des Parties non visées à l'annexe I (notamment la communication et l'examen de leurs rapports biennaux).

actualisés). Les efforts de planification ont permis de définir et programmer les tâches et activités à prévoir pour l'exercice biennal 2014-2015, lorsque les deux processus devront devenir opérationnels et produire des résultats tangibles, pour passer de la phase de mise au point conceptuelle du système de mesure, de notification et de vérification (2012-2013) à un régime quantifiable, notifiable et vérifiable fonctionnant effectivement (2014-2015).

C. Financement, technologie et renforcement des capacités

42. Le programme «Financement, technologie et renforcement des capacités» soutient les Parties, en particulier les Parties non visées à l'annexe I, dans la mise en œuvre de la Convention et du Protocole de Kyoto, notamment dans les négociations menées dans le cadre du SBI, du SBSTA, de la Conférence des Parties, de la CMP et de l'ADP dans les domaines du financement, de la mise au point et du transfert de technologies, du renforcement des capacités, ainsi que de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public. Le programme coordonne également l'appui du secrétariat au SBSTA et contribue à apporter un appui au SBI, pour que les travaux puissent se dérouler de façon efficace et rationnelle.

43. Durant la période considérée, le programme a apporté un concours à l'organisation de quatre réunions du Comité permanent du financement⁵ et à l'élaboration et la mise en œuvre de son plan de travail, y compris l'organisation du premier forum d'échange d'informations du Comité permanent du financement, en marge du salon Carbon Expo à Barcelone en mai 2013⁶. Il a aussi appuyé la conception et l'exécution du programme de travail sur le financement à long terme, notamment l'organisation de deux ateliers en 2012 et de deux séminaires sur le Web et la mise au point d'outils en ligne, et a aidé les coprésidents à établir leur rapport à la Conférence des Parties à sa dix-huitième session⁷. Le programme a continué de mettre à jour le portail consacré au financement⁸ et a produit un document d'information de la Conférence des Parties contenant les observations des pays développés parties relatives au financement à mise en œuvre rapide. Par ailleurs, en collaboration avec le secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation, le programme a organisé deux ateliers régionaux⁹. Il est resté en rapport avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur diverses questions, qu'il s'agisse du portail consacré au financement ou d'activités relatives aux changements climatiques engagées au titre de la Caisse du FEM.

44. Le programme a aidé à organiser cinq réunions¹⁰ du Comité exécutif de la technologie et à élaborer et exécuter le plan de travail glissant du Comité pour 2012-2013, notamment en organisant trois dialogues thématiques sur les conditions propices et les obstacles au transfert de technologies, et sur la recherche, la mise au point et la démonstration d'écotechnologies, et une réunion d'experts sur les feuilles de route technologiques. En outre, le programme a établi des inventaires des feuilles de route et des outils existant en matière de technologie et a rassemblé et synthétisé les informations sur les besoins technologiques des Parties non visées à l'annexe I. Il a conçu et mis en place une nouvelle plate-forme d'information technologique dans le cadre du mécanisme d'échange

⁵ Voir http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/items/6881.php.

⁶ Voir https://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/items/7624.php et https://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/items/7554.php.

⁷ Disponible à l'adresse http://unfccc.int/cooperation_support/financial_mechanism/long-term_finance/items/7421.php.

⁸ <http://unfccc.int/pls/apex/f?p=116:1:1273473751496967>.

⁹ Voir http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/adaptation_fund/items/6193.php.

¹⁰ Voir http://unfccc.int/ttclear/templates/render cms_page?TEC_meetings.

TT:CLEAR de la Convention¹¹. Le programme a facilité le processus de sélection de l'entité susceptible d'héberger le Centre des technologies climatiques (CTC), notamment en publiant l'appel à propositions, en réunissant et en soutenant le comité d'évaluation chargé d'étudier les propositions reçues et en communiquant avec les auteurs de propositions dans le cadre du processus de sélection. Il a aussi aidé à établir le mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et le PNUE relatif à l'accueil du CTC, qui a été adopté à la dix-huitième session de la Conférence des Parties.

45. Le programme a organisé les première et deuxième réunions du Forum de Durban sur le renforcement des capacités¹², a amélioré la conception et la présentation des pages Web de la Convention sur le renforcement des capacités¹³ et a organisé chaque semaine une journée du renforcement des capacités sur les pages Facebook et Twitter de la Convention. En outre, il a facilité la mise en œuvre du programme de travail de Doha sur l'article 6 de la Convention en s'employant à: favoriser les partenariats et stimuler l'action engagée en organisant un atelier¹⁴ et le premier dialogue sur l'article 6 de la Convention¹⁵; perfectionner et promouvoir le réseau d'information sur les changements climatiques CC:iNet¹⁶; coordonner l'Alliance des Nations Unies pour l'éducation, la formation et la sensibilisation aux changements climatiques¹⁷ et l'Initiative des Nations Unies pour un cadre commun concernant les enfants, les jeunes et les changements climatiques¹⁸; et contribuer aux travaux du Comité interinstitutions pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable¹⁹ et du Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes²⁰. Afin d'accroître la mobilisation des jeunes, le programme a continué de mettre au point le portail consacré à la jeunesse sur le CC:iNet²¹, a coordonné une publication commune²² et a contribué aux initiatives pertinentes menées par le Secrétaire général de l'ONU.

D. Adaptation

46. Le programme «Adaptation» aide les Parties, en particulier les pays en développement parties, à évaluer, élaborer et exécuter des plans, des politiques et des mesures d'adaptation visant à réduire la vulnérabilité, à accroître la résilience et à améliorer l'assise scientifique de la politique internationale dans le domaine du climat et de l'action relative aux changements climatiques, notamment en facilitant l'examen du caractère adéquat de l'objectif global à long terme consistant à contenir la hausse de la température. Le programme apporte un appui aux délibérations et aux négociations intergouvernementales sur ces questions et sur la vision commune d'une action concertée à long terme.

¹¹ <http://unfccc.int/ttclear/pages/home.html>.

¹² Voir http://unfccc.int/cooperation_and_support/capacity_building/items/7503.php.

¹³ http://unfccc.int/cooperation_and_support/capacity_building/items/1033.php.

¹⁴ Voir http://unfccc.int/cooperation_and_support/education_and_outreach/items/6903.php.

¹⁵ Voir http://unfccc.int/cooperation_and_support/education_and_outreach/items/7670.php.

¹⁶ Voir http://unfccc.int/cc_inet/cc_inet/items/3514.php.

¹⁷ Voir http://unfccc.int/cooperation_and_support/education_and_outreach/items/7403.php.

¹⁸ Diverses activités et manifestations sont à signaler, dont des séances d'information de haut niveau avec les présidents et vice-présidents des organes de négociation et un dialogue virtuel avec le Secrétaire général de l'ONU (<http://bit.ly/196I7mQ>). Voir http://unfccc.int/cc_inet/cc_inet/youth_portal/items/6578.php.

¹⁹ Voir <http://bit.ly/19wJgEy>.

²⁰ Voir <http://undesadspd.org/Youth/UNInterAgencyNetworkonYouthDevelopment.aspx>.

²¹ Voir http://unfccc.int/cc_inet/cc_inet/youth_portal/items/6578.php.

²² Disponible à l'adresse http://unfccc.int/cc_inet/cc_inet/six_elements/public_awareness/items/3529.php?displayPool=1584.

47. Au cours de la période considérée, le programme a facilité la mise en œuvre du Cadre de l'adaptation de Cancún en appuyant:

a) Les travaux du Comité de l'adaptation en vue de ses réunions²³, par l'intermédiaire des organes subsidiaires. Le Comité est parvenu à mettre en route son plan de travail triennal²⁴ dans plusieurs domaines;

b) L'exécution du programme de travail sur les pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes de ces changements²⁵;

c) Le processus d'élaboration et de mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation²⁶ par les pays les moins avancés et les autres pays en développement parties intéressés, selon les besoins, notamment par la publication de deux rapports de synthèse²⁷.

48. Une aide a été apportée au Groupe d'experts des pays les moins avancés (Groupe d'experts des PMA) pour l'exécution de son programme de travail²⁸.

49. La poursuite des efforts visant à mobiliser un large éventail de parties prenantes à l'appui du programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements s'est traduite par une augmentation du nombre des organismes partenaires du programme de travail de Nairobi et de leurs engagements à agir²⁹.

50. Le programme a facilité l'échange de savoir entre les Parties, les organisations, les experts, les communautés et le secteur privé concernant le programme de travail de Nairobi³⁰. Le secrétariat a créé un nouveau site Web plus convivial permettant aux organisations partenaires de partager plus efficacement les informations et les connaissances sur les mesures pertinentes adoptées et les enseignements à en retenir. En outre, diverses manifestations ont été organisées afin de renforcer la collaboration et l'apprentissage entre parties prenantes par des échanges personnels³¹. Le secrétariat a également collaboré avec des organisations partenaires pour accueillir et organiser des rencontres se prêtant au partage de connaissances. Par ailleurs, le secrétariat a tenu à jour une série de bulletins, eUpdate³², pour que toutes les parties prenantes soient informées des activités pertinentes relatives à l'adaptation menées tant dans le cadre de la Convention, en général, que du programme de travail de Nairobi, en particulier³³.

51. Le nombre d'études de cas consignées dans la base de données en ligne consacrée à l'initiative du secteur privé, ayant pour objet de faciliter la mobilisation du secteur privé dans un certain nombre de régions et de secteurs ayant engagé un processus d'adaptation³⁴, a augmenté.

52. Dans le domaine de la recherche et de l'observation systématique, le programme a facilité la circulation de l'information et la communication sur les activités et les résultats des travaux de recherche ainsi que sur les besoins connexes dans le contexte des décisions 9/CP.11 et 16/CP.17. Des dispositions ont été prises pour organiser le dialogue sur

²³ Voir unfccc.int/6989.

²⁴ Disponible à l'adresse unfccc.int/7517.

²⁵ Voir unfccc.int/6989 et unfccc.int/7585.

²⁶ Voir unfccc.int/6057.

²⁷ Disponibles à l'adresse unfccc.int/7576.

²⁸ Voir unfccc.int/7517 et unfccc.int/6989.

²⁹ Voir unfccc.int/6989 et unfccc.int/7509.

³⁰ <http://unfccc.int/3633>.

³¹ Voir unfccc.int/6989 et unfccc.int/4623.

³² Voir <http://unfccc.int/7565>.

³³ Voir <http://unfccc.int/7565>.

³⁴ Voir unfccc.int/6547.

la recherche prescrit par les organes délibérants, y compris les réunions tenues aux trente-sixième et trente-huitième sessions du SBSTA avec les représentants de programmes et d'organismes régionaux et internationaux de recherche, le GIEC et des représentants des principaux groupes de Parties³⁵. Le programme a continué de faire fonction de centre de coordination pour les activités menées de concert avec le GIEC, notamment l'examen de son cinquième rapport d'évaluation en préparation.

53. Un appui a été apporté aux négociations menées dans le cadre de l'AWG-LCA sur l'examen périodique du caractère adéquat de l'objectif global à long terme, qui a abouti, lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Doha de 2012, à un accord sur la portée et les modalités de l'examen, ainsi qu'aux travaux du SBSTA et du SBI sur l'examen de 2013-2015 et du dialogue structuré entre experts³⁶.

54. Le programme a soutenu les négociations en cours:

a) Dans le cadre de l'AWG-LCA sur une vision commune de l'action concertée à long terme, ce qui a donné lieu à un débat sur le principe d'équité³⁷;

b) Dans le cadre de l'ADP, notamment en apportant un appui à une table ronde sur l'adaptation lors de la première partie de sa deuxième session³⁸ et à l'organisation d'un atelier consacré à l'adaptation lors de la seconde partie de la même session³⁹.

55. Dans ses différents secteurs d'activité, le programme a continué de collaborer avec bon nombre d'organisations multilatérales, internationales, régionales et nationales, dont le FEM, le GIEC, l'Organisation météorologique mondiale, le Système mondial d'observation du climat, le Système mondial des systèmes d'observation de la Terre, le Système mondial d'observation terrestre et la Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes.

E. Mécanismes pour un développement durable

56. Pendant la période considérée, le programme relatif aux mécanismes pour un développement durable a continué pour l'essentiel de fournir un appui fonctionnel aux deux organes chargés de superviser la mise en œuvre des mécanismes fondés sur l'exécution de projets au titre du Protocole de Kyoto, à savoir le Conseil exécutif du MDP et le Comité de supervision de l'application conjointe. Il appuie en outre les négociations intergouvernementales sur tous les aspects des démarches fondées ou non sur le marché, y compris les travaux pertinents menés dans le cadre de l'AWG-KP, de l'AWG-LCA, du SBI, du SBSTA et de l'ADP. Les activités des mécanismes pour un développement durable sont financées en majorité par une part des fonds provenant du mécanisme pour un développement propre et de l'application conjointe. Seules les activités ne se rapportant ni au MDP ni à l'application conjointe sont imputées sur le budget-programme du secrétariat.

57. Le programme a apporté son concours au groupe de haut niveau chargé du dialogue directif du MDP en vue de procéder à une évaluation de ce mécanisme, notamment son impact, sa gouvernance et le rôle qu'il pourrait jouer à l'avenir à l'appui des objectifs de la Convention et du Protocole de Kyoto. Le rapport final du groupe, publié en septembre 2012 sur le site Web du dialogue directif du MDP⁴⁰, est mentionné aux paragraphes 7 et 8 de la décision 5/CMP.8.

³⁵ Voir <http://unfccc.int/6793.php>.

³⁶ Voir <http://unfccc.int/7521>.

³⁷ Voir <http://unfccc.int/6658>.

³⁸ Voir <http://unfccc.int/7733>.

³⁹ Rapport à paraître.

⁴⁰ <http://www.cdmpolicydialogue.org>.

58. Des dispositions ont été prises pour 8 réunions du Conseil exécutif du MDP et 22 réunions de ses groupes d'étude et groupes de travail. Pour les réunions du Conseil exécutif du MDP, il a fallu fournir 174 documents qui ont aidé le Conseil à mettre au point ou à revoir des procédures et des normes liées aux activités de projet au titre du MDP ou aux programmes d'activités, et ce sur un large éventail de questions: gestion des anomalies importantes relevées dans les activités de projet enregistrées et les programmes d'activités; outil facultatif à utiliser pour mettre en évidence les retombées bénéfiques, pour le développement durable, des activités de projet et des programmes d'activités; niveaux de référence normalisés; lignes directrices pour le traitement de la demande contenue; questions de gouvernance; et recommandations à l'intention du SBI sur les modifications susceptibles d'être apportées aux modalités et procédures du MDP.

59. La CMP ayant demandé qu'un appui soit directement apporté aux concepteurs de projet des régions sous-représentées au MDP, une démarche reposant sur le partenariat a été adoptée pour établir un réseau de centres régionaux de collaboration du MDP. Quatre centres sont désormais opérationnels (deux en Afrique et deux en Amérique latine et aux Caraïbes).

60. Le programme a appuyé l'enregistrement de 3 247 projets du MDP et la délivrance d'un peu plus de 537 millions d'unités de réduction certifiée des émissions, en sus du traitement des modifications après enregistrement, des changements et dérogations aux méthodes et des demandes de renouvellement des périodes de comptabilisation. Conformément aux procédures d'accréditation, 138 évaluations d'entités ont été réalisées pendant la période considérée. Le programme a aussi appuyé l'évaluation de 41 nouvelles méthodes, de six niveaux de référence normalisés, de 52 demandes de révision et de 122 demandes de clarification. Par ailleurs, le programme a défini ou révisé 42 méthodes reposant sur une démarche descendante pour faciliter l'accès des régions sous-représentées au MDP.

61. À cela s'est ajoutée l'organisation de 19 interventions de parties prenantes, notamment un stage de formation destiné aux autorités nationales désignées (AND) à Bonn et quatre autres qui ont eu lieu au niveau régional (en Afrique, en Asie et en Amérique latine), en collaboration avec des partenaires du Cadre de Nairobi⁴¹.

62. Les activités de communication ont notamment consisté à publier 21 communiqués de presse et à répondre à plus 400 demandes de renseignements adressées au service d'information du MDP. Des réponses ont aussi été apportées à plus d'une quarantaine de demandes distinctes émanant des médias, sur divers sujets liés au MDP, à l'application conjointe et au marché du carbone. Les efforts faits en direction des réseaux sociaux ont été poursuivis, d'où une augmentation de 34 % et 32 %, respectivement, du nombre d'abonnés Twitter et Facebook sur les pages pertinentes au cours de la période considérée.

63. Le programme a organisé et appuyé cinq réunions du Comité de supervision de l'application conjointe, ainsi que deux réunions du groupe d'experts de l'accréditation pour l'application conjointe, et a fourni 21 documents qui ont aidé le Comité à définir et à réviser des procédures et des normes applicables à l'application conjointe et à faciliter le fonctionnement à long terme du mécanisme. Un appui technique concret a aussi été apporté au SBSTA sur des questions liées au principe de matérialité, au captage et au stockage du dioxyde de carbone et aux hydrofluorocarbones.

⁴¹ http://cdm.unfccc.int/Nairobi_Framework/index.html.

F. Affaires juridiques

64. Le programme des affaires juridiques a pour objectif général de fournir un appui et des conseils juridiques sur des questions se rapportant à la mise en œuvre de la Convention, du Protocole de Kyoto et des résultats convenus au titre de la Feuille de route de Bali, ainsi que sur le fonctionnement du secrétariat, à l'intention:

a) Des organes créés au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto, et des organes susceptibles d'être créés en vertu des résultats convenus en application des décisions 1/CMP.1 et 1/CP.13;

b) De la Secrétaire exécutive, des programmes du secrétariat et des Parties.

65. Pendant la période considérée, le programme a apporté un concours aux Parties sur des points de procédure et de droit ayant trait à l'amendement de Doha et à une transition sans hiatus vers la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, y compris sur des aspects méthodologiques, l'accent étant mis sur les dispositions relatives à l'établissement de rapports et aux examens et sur les règles régissant le droit de participer aux mécanismes fondés sur le marché. Il a aussi soutenu le processus de négociation en cours dans le cadre de l'ADP sur des questions de procédure et de fond. Un appui juridique a été apporté à l'application et à la mise en œuvre opérationnelle des résultats de la Feuille de route de Bali, s'agissant en particulier du financement et de la technologie. Des avis juridiques ont été dispensés sur des questions de procédure, de fond ou d'ordre institutionnel au Comité de l'adaptation, au Comité exécutif de la technologie et au Comité permanent du financement. Le programme a appuyé la mise au point des dispositions à prendre pour permettre au PNUE d'héberger le Centre des technologies climatiques et a fourni un soutien et des conseils juridiques en vue de déterminer les dispositions à prévoir de concert entre la Conférence des Parties et le Fonds vert pour le climat en tant qu'entité chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la Convention.

66. En outre, des avis ont été donnés sur plusieurs questions de procédure et questions juridiques de fond concernant les négociations, notamment des avis sur les aspects juridiques et les éléments de procédure à prendre en considération pour l'achèvement des travaux de l'AWG-LCA et de l'AWG-KP, l'adoption des ordres du jour, l'organisation des travaux et la participation d'observateurs. Un appui non négligeable a été fourni aux Parties pour ce qui est des procédures de présentation des candidatures et d'élection des membres des bureaux des organes de la Convention.

67. Le programme a dispensé des conseils juridiques concrets, ainsi que des services d'appui, au Comité de contrôle du respect des dispositions, tant lors des réunions du Comité que pendant l'intersessions. À la demande de la CMP, le programme a établi un document technique décrivant les exigences de procédure tout comme la portée et la teneur des dispositions applicables à l'examen des recours auprès de la CMP concernant des décisions de la chambre de l'exécution.⁴² Les conseils ont porté en outre sur le fonctionnement du RIT ainsi que sur l'application des directives relatives à l'établissement de rapports et aux examens au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto et sur l'élaboration de nouvelles directives.

68. Le Conseil exécutif du MDP a reçu un soutien et des avis juridiques concernant divers aspects de ses travaux, l'examen des activités de projet, la mise en œuvre des modalités, directives, méthodes et procédures existantes et l'élaboration de nouvelles, ainsi que la mise en place des centres régionaux de collaboration pour les activités de projet au titre du MDP. Le programme a en outre fourni des conseils sur l'exécution d'activités de projet au titre du MDP dans des territoires contestés et dans des pays faisant l'objet de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et sur le fonctionnement du registre du MDP, concernant notamment des questions de sécurité.

⁴² FCCC/TP/2011/6.

69. Le programme s'est assuré que le fonctionnement du secrétariat était conforme aux règles et règlements de l'ONU et aux prescriptions juridiques de la Convention. Il a fallu examiner, élaborer ou approuver tous les instruments juridiques que le secrétariat devait signer avec des tiers et faciliter une prompt conclusion de l'accord avec le pays hôte en prévision de la dix-huitième session de la Conférence des Parties et de la huitième session de la CMP, de la dix-neuvième session de la Conférence des Parties et de la neuvième session de la CMP, ainsi que les dispositions à prendre pour les réunions des organes de la Convention et du Protocole de Kyoto se tenant hors du siège du secrétariat. Un appui et des avis juridiques ont été fournis au comité local mixte de passation des marchés et au comité local mixte de contrôle du matériel. Le programme a régulièrement dispensé des avis juridiques sur des questions liées à la gestion et aux activités du secrétariat, notamment sur les politiques et les questions relatives aux achats, au fonctionnement institutionnel, à la gestion administrative et aux ressources humaines, dont le règlement de différends avec des consultants et des entités privées.

G. Services des affaires de la Conférence

70. Le programme des services des affaires de la Conférence a pour objectif général de créer un environnement propice à la tenue des réunions organisées au titre de la Convention. Il doit également veiller à ce que les Parties reçoivent en temps voulu une documentation officielle de qualité pour leurs négociations et les activités de mise en œuvre, dans les six langues officielles de l'ONU, afin d'étayer leurs délibérations et leurs décisions. Il assure la liaison avec toutes les parties prenantes, facilite la participation, notamment celle des Parties remplissant les conditions requises et des organisations admises en qualité d'observateurs, et prévoit des conditions sûres pour la tenue des réunions. Toute la gamme des installations et des services liés aux conférences doit aussi être mise en place selon les normes élevées de qualité attendues par les Parties.

71. Au cours de la période considérée, le programme a pris des dispositions logistiques concernant notamment la sécurité et les moyens de faciliter la participation et l'enregistrement des Parties et des organisations ayant le statut d'observateur, et a édité et traité les documents établis au titre de la Convention pour les sessions du SBI, du SBSTA, de l'ADP, de l'AWG-KP, de l'AWG-LCA, de la Conférence des Parties et de la CMP tenues en 2012 et celles de l'ADP, du SBI et du SBSTA tenues en avril et en juin 2013, respectivement. En sus des séances plénières, les sessions comprenaient de nombreuses réunions de groupes de contact, de groupes de négociation, des délégations et des organisations ayant le statut d'observateur, des réunions parallèles et des réunions avec les médias. En outre, 27 jours de réunions d'avant-session de 4 groupes de négociation et 167 rencontres bilatérales des présidents des organes respectifs avec 13 groupes de négociation ont eu lieu durant cette période. Les préparatifs des sessions de la Conférence des Parties, de la CMP, du SBI et du SBSTA du second semestre de 2013 et de celle de l'ADP du premier semestre de 2014 ont bien avancé pendant cette période.

72. Le programme a aussi, pendant la période considérée, apporté un appui à 173 réunions et ateliers à Bonn et à l'étranger en établissant des mémorandums d'accord, en procédant à l'inscription préalable des participants, en facilitant l'obtention de visas et la participation des observateurs et en accordant une aide sur le plan logistique.

73. Le programme a traité au total 1 115 demandes de soutien financier de représentants des Parties remplissant les conditions requises en vue de faciliter leur participation aux sessions des organes créés au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto et aux ateliers et réunions organisés à l'occasion de ces sessions.

74. Le programme a fait une large place à la mise en œuvre des conclusions adoptées par le SBI en 2010-2011⁴³ concernant la participation des observateurs au processus intergouvernemental en entreprenant diverses activités visant à rendre celui-ci plus transparent et à y associer des organisations ayant le statut d'observateur, notamment par des mesures consistant à: rationaliser et réaménager les pages Web afin de publier les communications des observateurs, de façon à en améliorer l'accessibilité pour les Parties; faciliter une participation accrue des observateurs aux ateliers et réunions se tenant entre les sessions; et demander aux Parties qui prévoient une réunion parallèle ou une exposition lors d'une session de le faire en partenariat avec une organisation admise en qualité d'observateur. Cette dernière mesure a été largement acceptée et 35 Parties se sont ainsi associées avec des organisations ayant le statut d'observateur pour organiser des réunions parallèles à la dix-huitième session de la Conférence des Parties et à la huitième session de la CMP⁴⁴.

75. Le programme a introduit des mesures d'efficacité qui ont contribué à remédier à une compression d'effectif en matière de liaison avec les organisations ayant un statut d'observateur, résultant d'une réduction des ressources complémentaires, comme:

a) Prévoir des séances d'information à bâtons rompus par les présidents et la Secrétaire exécutive, sans collecte préalable de questions et de notes de synthèse;

b) Cesser de recueillir les noms de chaque orateur ou le texte des déclarations des organisations ayant un statut d'observateur avant les séances plénières, à moins que les présidents ne le demandent;

c) Faire respecter de façon plus rigoureuse les délais fixés pour les demandes de réunions parallèles, les inscriptions aux sessions et les demandes d'intervention en séance plénière;

d) Introduire de nouveaux délais de présentation pour faire en sorte que les documents de la Conférence des Parties soient communiqués en temps voulu aux Parties dans le contexte d'une réduction du volume des ressources.

76. Pendant la période considérée, le programme a continué d'appliquer des mesures visant à réduire l'empreinte carbone des sessions. Le poids des chargements effectués par le personnel à destination du lieu des conférences a par exemple été réduit, par rapport à l'année précédente, de 12 % dans le cas de la trente-sixième session du SBI et du SBSTA et de 36 % dans le cas de la trente-huitième, tandis que les cordons pour badge remis aux participants aux conférences ont été récupérés pour être réutilisés aux futures sessions.

77. Par ailleurs, un système de franchise a été introduit pour le poids des envois provenant des Parties et des organisations admises en qualité d'observateurs. Sur le plan interne, le poids des envois du personnel à destination du lieu de la dix-huitième session de la Conférence des Parties et de la huitième session de la CMP a été réduit de 18 % par comparaison avec celui des chargements effectués lors de la dix-septième session de la Conférence des Parties et de la septième session de la CMP. En outre, afin de mieux cibler les mesures à prendre pour les futures sessions, un système de suivi et de notification a été mis en place pour certains indicateurs de viabilité environnementale.

78. La mise en œuvre d'une initiative de réduction de la quantité de papier, prévoyant notamment le principe d'une impression limitée, à la demande, pour la trente-sixième session du SBI et du SBSTA, des tirages moindres et la publication en version électronique uniquement du programme quotidien de la trente-huitième session du SBI et du SBSTA

⁴³ FCCC/SBI/2010/27, par. 139 à 152, et FCCC/SBI/2011/7, par. 168 à 179.

⁴⁴ Voir http://unfccc.int/files/parties_and_observers/notifications/application/pdf/information_note_on_party_eligibility_criterion_for_see.pdf.

a entraîné, par rapport à l'année précédente, une diminution de l'usage global de papier de 44 % (62 % pour les documents officiels) à la trente-sixième session du SBI et du SBSTA et de 72 % (60 % pour les documents officiels) à la trente-huitième. La mise en place d'un système économe en papier pour la dix-huitième session de la Conférence des Parties et la huitième session de la CMP, en collaboration avec le secrétariat de la Plate-forme d'écopublication PaperSmart, a contribué à améliorer l'accès aux documents officiels et s'est traduite, par comparaison avec la dix-septième session de la Conférence des Parties et la septième session de la CMP, par une réduction de l'usage du papier pour la documentation officielle de 89 % (78 % en ce qui concerne le volume global de papier).

H. Communications et services de gestion des connaissances

79. Le programme «Communications et services de gestion des connaissances» a pour objectif général de gérer les communications extérieures, les informations en ligne et les relations et prestations à l'intention des médias, y compris les services internes de gestion des connaissances à l'appui des processus liés à la Convention et au Protocole de Kyoto, ainsi que l'application des décisions prises aux sessions de la Conférence des Parties pour exercer un impact aussi large que possible par la promotion d'une action et d'une politique positives visant à remédier aux changements climatiques.

80. Au cours de la période considérée, le programme a organisé, à l'occasion de la conférence Rio+20 en 2012, le Pavillon des conventions de Rio de concert avec la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la Convention sur la diversité biologique et a publié les calendriers des conventions de Rio pour 2012 et 2013. En outre, il a publié cinq éditions du bulletin du secrétariat en anglais et en espagnol⁴⁵. La version anglaise compte environ 15 000 abonnés et la version espagnole environ 6 000.

81. Pour que l'information soit plus aisément accessible, la version anglaise du site Web de la Convention a été enrichie de quatre nouvelles sections, notamment la section «*In focus*» (À la une), qui ouvre l'accès à l'information sur les quatre piliers thématiques (adaptation, atténuation, financement et technologie). Les sections «*From the podium*» (Depuis la tribune) et «*Implementation Updates*» (Actualités de la mise en œuvre) ont également été étoffées, y compris la nouvelle rubrique consacrée à l'égalité des sexes dans le contexte des changements climatiques. Durant la période considérée, les utilisateurs du site Web de la Convention ont consulté au total 155,8 millions de pages et téléchargé 46,7 millions de fichiers. L'application Negotiator de la Convention pour iPhone/iPad a fait l'objet d'environ 10 000 téléchargements. Les vidéos YouTube du secrétariat ont été visionnées 225 000 fois, soit une hausse de 32 000 pour cette période. La chaîne YouTube présente désormais 170 vidéos. Le compte Flickr du secrétariat contient 1 100 photos prises à l'occasion des conférences et des activités de communication de la Secrétaire générale, qui ont été vues au total 220 000 fois. La page Google+ du secrétariat, créée pendant la période considérée, est actuellement suivie par 5 000 utilisateurs.

82. Le programme a réalisé une enquête sur le site Web de la Convention pour déterminer le degré de satisfaction des utilisateurs en 2013: ceux qui y ont répondu ont indiqué que ce site était une source d'information très utile. Plus de 80 % d'entre eux ont par exemple donné une note positive à la section «nouvelles» de la page d'accueil de la Convention, à la rubrique consacrée aux documents officiels et aux informations par type de réunion. Cependant, les utilisateurs ont jugé difficile de naviguer entre les différents thèmes, compte tenu notamment du temps pris pour trouver les informations voulues sur le site Web de la Convention. Des solutions à ce problème sont proposées pour la phase suivante du projet relatif au site Web, prévue pour 2014.

⁴⁵ http://unfccc.int/press/news_room/newsletter/items/3642.php.

83. Un nouveau programme d'améliorations et d'initiatives concernant la communication sur les réseaux sociaux a été lancé à l'adresse du public, des médias et d'acteurs clés parmi les milieux professionnels et gouvernementaux, l'accent étant mis sur les faits nouveaux survenus dans l'action et la politique climatiques au niveau mondial. Les coprésidents de l'ADP et du programme de travail sur le financement à long terme ont sollicité des commentaires auprès des parties prenantes via les réseaux sociaux à l'occasion de plusieurs rencontres spéciales organisées à la deuxième session de l'ADP et à la session de juin 2013 des organes subsidiaires.

84. Des services de retransmission sur le Web ont été assurés pour les réunions et les ateliers de plusieurs organes et groupes⁴⁶, ce qui a contribué à la transparence du processus intergouvernemental. Au cours de la période considérée, plus de 218 000 utilisateurs du site Web de la Convention ont visionné des séances retransmises en ligne.

85. Le programme a continué de collaborer étroitement avec les médias pour faire mieux comprendre les changements climatiques et le processus intergouvernemental et veiller à ce que les médias en rendent compte de manière précise. Il a répondu à 656 demandes d'information, a traité 90 demandes d'entretiens entre les médias et la Secrétaire exécutive et a établi 48 communiqués et 12 notes de synthèse à l'intention de la presse pour présenter l'état d'avancement des négociations ou des activités de mise en œuvre. En outre, il continue de produire chaque jour des revues de presse⁴⁷ qui donnent un aperçu des principaux articles parus au niveau mondial au sujet du processus engagé par l'ONU en matière de changements climatiques et des manifestations organisées dans ce domaine.

86. En prévision de l'installation du personnel dans les nouveaux bureaux du secrétariat à Bonn (Altes Abgeordnetenhaus) en 2013, le programme a continué de donner des consignes au sujet du transfert des dossiers au centre d'archivage prévu à cet effet. Une vingtaine de mètres linéaires de dossiers définitivement classés ont été transférés des bureaux des programmes vers le centre d'archivage des dossiers et une dizaine de mètres linéaires ont été détruits ou sont en passe de l'être.

87. Le programme a continué de fournir des services Intranet pour le partage d'informations et de nouvelles et a livré cinq éditions du bulletin interne du secrétariat, en vue notamment de promouvoir la collaboration et la concertation entre toutes les unités administratives. Les éditions du bulletin ont été consultées près de 9 800 fois pendant la période considérée. L'Intranet a fait l'objet de plus de 460 000 consultations en 2013.

88. Les services de la bibliothèque ont répondu à 673 demandes de références, catalogué plus de 115 articles et commandé 35 ouvrages. Dans un souci d'efficacité par rapport au coût, la direction a décidé en 2013 de suspendre le fonctionnement d'une bibliothèque physique en faveur de ressources plus modernes, accessibles par voie électronique.

I. Services des technologies de l'information

89. Le programme des services des technologies de l'information fournit au secrétariat l'infrastructure informatique et les systèmes spécialisés d'information nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Il veille à ce que les travaux prescrits par les Parties puissent être mis à exécution, en installant et en exploitant une infrastructure d'appui fiable et sûre et des applications spécialisées en matière de technologies de l'information

⁴⁶ SBI, SBSTA, AWG-KP, AWG-LCA, ADP, Conseil exécutif du MDP, Comité de supervision de l'application conjointe, autorités nationales désignées, Comité de contrôle du respect des dispositions et Comité exécutif de la technologie.

⁴⁷ Disponibles à l'adresse http://unfccc.int/press/news_room/items/2768.php.

et de la communication. Il administre aussi l'infrastructure sous-jacente pour que le site Web de la Convention soit constamment disponible et que les Parties puissent accéder facilement à la documentation officielle, aux informations, aux données, aux délibérations et à la présentation des réunions.

90. En sus des travaux ordinaires d'exploitation, de mise à niveau et de maintenance, cinq grandes initiatives ont été prises au cours de la période considérée pour renforcer l'infrastructure des technologies de l'information et améliorer les systèmes d'information. En matière d'infrastructure, les initiatives sont les suivantes: externalisation des systèmes vers un exploitant commercial de centre de données (Bedag), déploiement d'Office 2010 et prise en charge des besoins informatiques liés à l'installation du personnel du secrétariat dans le nouveau bâtiment. Concernant les systèmes d'information, les nouveautés sont l'installation de SharePoint (plate-forme de collaboration) et la mise au point de plusieurs nouveaux systèmes permettant d'aider les programmes et les Parties à appliquer diverses décisions. Il convient par exemple de mentionner le système d'information des mécanismes pour un développement durable (SDM IS), le registre des MAAN, le logiciel d'établissement des rapports biennaux et le logiciel de présentation des inventaires des Parties non visées à l'annexe I. Pendant la période considérée, le premier transfert des systèmes opérationnels dans Bedag a été achevé, le déploiement d'Office 2010 a été mené à bien, l'emménagement dans le nouvel immeuble de bureaux a été minutieusement planifié et, après livraison du bâtiment en juillet 2013, il est prévu de mettre en place l'infrastructure informatique. Dans le domaine des systèmes d'information, l'assise technique de la plate-forme SharePoint a été déployée, les premiers processus du système SDM IS ont été livrés et plusieurs systèmes et solutions logicielles ont été fournis. Outre ces cinq grandes initiatives, des efforts n'ont cessé d'être déployés pour rehausser le niveau des prestations de l'infrastructure informatique et des systèmes d'information, notamment en rationalisant l'organigramme, en évaluant le degré de maturité des moyens informatiques et en requalifiant et réaffectant des collaborateurs. Le programme de définition des tâches au titre des lettres de mission a été amélioré, les prestations sont désormais plus efficaces et il est régulièrement rendu compte aux programmes clients de l'état de réalisation des services mis en place. Certains services ou produits innovants ont été introduits: fourniture de tablettes numériques au personnel de direction, logiciels sous la forme de services, système de comptoir de services Numara, dispositifs de gestion de présence virtuelle tels que l'outil de collaboration en ligne WebEx, etc. De tels dispositifs sont utilisés pour des activités telles que des entretiens à distance avec des candidats, des séances de formation et la téléparticipation à des ateliers. D'importants efforts ont également été consacrés à la sécurité informatique, notamment par l'établissement et l'analyse de rapports de vulnérabilité et des enquêtes sur divers incidents.

91. Le programme a maintenu en état une infrastructure de réseaux et des services fiables et sûrs en matière de technologies de l'information, ce qui a permis au secrétariat de répondre aux exigences du processus intergouvernemental. Des services ont été fournis aux sessions des organes créés en vertu de la Convention et du Protocole de Kyoto, à 119 ateliers et réunions restreintes, mais aussi aux systèmes qui résultent de mandats, parmi lesquels la base de données sur les gaz à effet de serre de la Convention, la base de données de compilation et de comptabilisation, l'interface d'accès aux données relatives aux gaz à effet de serre, les systèmes d'information du MDP et du mécanisme d'application conjointe et le registre du MDP, ainsi qu'à des systèmes à l'échelle du secrétariat tels que le système de gestion des contenus du site Web de la Convention et le système de gestion des fichiers. En outre, le contrôle technique et l'administration des contrats du RIT ont été assurés avec efficacité. Dans ce domaine, une des principales réalisations a été la mise à l'essai et l'intégration du registre de l'Union européenne dans le RIT.

J. Services administratifs

92. La fonction générale du programme des services administratifs consiste à fournir des services centralisés pour la gestion des ressources humaines et financières du secrétariat et l'élaboration des politiques et directives financières et administratives et à assurer des services d'achat, de gestion des locaux et d'organisation des voyages.

93. En 2012, le programme a apporté un appui administratif au secrétariat provisoire du Fonds vert pour le climat, notamment en matière de gestion des ressources humaines, d'achats, de finances/budget et d'installations. Pendant la période considérée, le programme a facilité les travaux du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU aux fins de la vérification des états financiers correspondant à l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2011 et de l'audit intermédiaire pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Le Comité a pris note de l'amélioration du taux d'exécution (70 % contre 38 % pour l'exercice précédent) et n'a formulé que trois nouvelles recommandations à la suite de l'audit de 2010-2011.

94. La répartition par sexe des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur au secrétariat reste inchangée par rapport à 2012, la part des femmes dans cette catégorie de fonctionnaires étant de 40 %. Par ailleurs, la proportion de fonctionnaires originaires de Parties non visées à l'annexe I dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur a légèrement augmenté, passant de 49,4 % à 51 % au cours de la période considérée.

95. Dans le prolongement de la stratégie relative aux ressources humaines, plusieurs mesures stratégiques ont été prises pour aider à créer un milieu de travail sain: introduction d'un nouveau système pilote de suivi du comportement professionnel; mise en œuvre d'une stratégie en matière d'éthique; poursuite des efforts d'apprentissage et de perfectionnement; application d'une méthodologie «allégée» pour revoir le processus de recrutement et de sélection en vue de lui conférer un caractère plus efficace et plus rationnel de façon à attirer et à placer les bonnes personnes aux bons postes.

96. Entre janvier 2012 et juillet 2013, 4 470 voyages ont été organisés à l'intention de participants désignés qui se sont rendus aux sessions de la Conférence des Parties, de la CMP, des organes subsidiaires et des groupes de travail spéciaux, aux réunions des organes constitués et de leurs groupes d'étude, à des réunions d'experts, des ateliers, des missions d'examen dans les pays et à d'autres rencontres officielles au titre de la Convention. Plus de 89 % des dispositions prises en matière de voyage se sont traduites par une participation effective aux réunions. Dans un cas, la désignation de trois participants est néanmoins parvenue trop tard au secrétariat pour pouvoir procurer à ceux-ci des billets qui leur permettent d'arriver à temps à la réunion. Dans tous les autres cas où des personnes désignées n'ont finalement pas pris part à une réunion, diverses raisons ont été invoquées: empêchement professionnel ou personnel, questions de santé, problèmes de visa, correspondances ou vols manqués.

97. La passation des marchés dans le cadre du programme a fait l'objet de procédures de mise en concurrence économiquement rationnelles, justes et transparentes, offrant le meilleur rapport qualité-prix, conformément aux règles et directives de l'ONU et aux politiques appliquées au titre de la Convention. Le programme a lancé au total 108 appels d'offres et a retenu des offres, soumissions ou propositions dont le montant était *grosso modo* inférieur de 33 % à celui des offres les plus onéreuses. En moyenne, quatre offres ont été reçues en réponse à chacune de ces procédures. Plus de 98 % des dossiers d'achat (1 005 sur un total de 1 025) ont été traités dans les délais fixés. Les accords à long terme existants se sont appliqués à 917 des 1 025 dossiers traités.

98. Le programme a coordonné la contribution du secrétariat à l'achèvement du chantier de l'Altes Abgeordnetenhochhaus et les préparatifs engagés pour réinstaller une partie du secrétariat. La cérémonie officielle de remise du bâtiment à l'ONU par le gouvernement du pays hôte a eu lieu le 31 octobre 2012 et la réception technique effective des travaux le 15 juillet 2013 pour que le déménagement proprement dit puisse intervenir au troisième trimestre de 2013. Le programme a aussi soutenu et conseillé la Secrétaire exécutive dans son rôle de membre du jury chargé de la conception du nouveau bâtiment devant être construit dans le complexe des Nations Unies à Bonn et sur des questions se rapportant au nouveau centre de conférence de Bonn en cours de réalisation.

IV. Informations supplémentaires

99. On trouvera à l'annexe I des renseignements sur les ressources humaines du secrétariat, à l'annexe II des renseignements sur les recettes et les dépenses correspondant aux activités financées à l'aide du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires et à l'annexe III des données sur la réalisation de tous les objectifs des programmes du secrétariat.

Annexe I

[Anglais seulement]

Human resources

A. Staff

1. Table 12 shows the number of approved posts and filled posts by grade and source of funding. As at 30 June 2013, of the 519 approved posts, 447.5 were filled. In addition, 24 Professional and 25 General Service level staff members were hired under temporary assistance contracts, bringing the total number of staff at the secretariat to 496.5.

Table 12

Approved established posts and filled posts by source of funding as at 30 June 2013

	ASG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Subtotal	GS	Total
<i>Trust Fund for the Core Budget</i>											
Approved	1	3	7	15	30	37	13		106	51.5	157.5
Filled ^a	1	3	7	9	28	31	11		90	50.0	140.0
<i>Trust Fund for Supplementary Activities</i>											
Approved				3	6	15	20		44	20	64
Filled				2	4	9	13		28	18	46
<i>Trust Fund for the Clean Development Mechanism</i>											
Approved			2	4	19	47	65	1	138	58	196
Filled			1	4	18	41	59	1	124	49.5	173.5
<i>Trust Fund for the International Transaction Log</i>											
Approved					2	2	1		5	2	7
Filled						2	1		3	1.5	4.5
<i>Trust Fund for the Special Annual Contribution from the Government of Germany (Bonn Fund)</i>											
Approved						1	1		2	6	8
Filled						1			1	5	6
<i>Special account for conferences and other recoverable costs^b</i>											
Approved							1		1	4	5
Filled							1		1	1	2
<i>Programme support (overhead)</i>											
Approved			1	2	4	13	7		27	54.5	81.5
Filled			1	2	3	12	5		23	52.5	75.5
<i>Total</i>											
Approved	1	3	10	24	61	115	108	1	323	196	519.0
Filled	1	3	9	17	53	96	90	1	270	177.5	447.5

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, GS = General Service, P = Professional.

^a Filled posts are occupied by staff members who have been awarded a fixed-term contract of one year or more and are appointed against established posts after going through the complete recruitment process, including review by the Review Board.

^b These posts are in support of operating the split office premises and are funded by the Government of Germany.

2. Table 13 provides information on the geographical distribution of the staff appointed at the Professional level and above. As at 30 June 2013 Western European and other States accounted for the highest percentage (40.4 per cent) of staff appointed at the Professional level and above, whereas Eastern European States accounted for the lowest (8.1 per cent).

3. The secretariat has continued its efforts in relation to achieving a good geographical distribution and gender balance among staff at the Professional level and above. Vacancy announcements are placed in many regional and global media, covering as many Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) as possible.

Table 13

Geographical distribution of staff members appointed at the Professional level and above as at 30 June 2013

<i>Grade</i>	<i>African States</i>	<i>Asia-Pacific States</i>	<i>Latin America and Caribbean States</i>	<i>Eastern European States</i>	<i>Western European and other States</i>	<i>Total</i>
ASG			1			1
D-2	1				2	3
D-1	3	1	1		4	9
P-5	3	4	1	3	6	17
P-4	5	10	7	6	25	53
P-3	6	36	11	4	39	96
P-2	6	29	14	9	32	90
P-1					1	1
Total	24	80	35	22	109	270
Percentage of total	8.9	29.6	13.0	8.1	40.4	100.0

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

4. Table 14 highlights the distribution of staff members appointed at the Professional level and above between Parties included in Annex I to the Convention (Annex I Parties) and non-Annex I Parties. As at 30 June 2013 the percentage of staff from non-Annex I Parties at the Professional and higher levels was 49.3 per cent, compared with 50.7 per cent for Annex I Parties.

Table 14

Distribution of staff members at the Professional level and above between Annex I and non-Annex I Parties

<i>Grade</i>	<i>Annex I Parties</i>	<i>Non-Annex I Parties</i>
ASG		1
D-2	2	1
D-1	4	5
P-5	9	8
P-4	32	21
P-3	48	48
P-2	41	49
P-1	1	
Total	137	133

<i>Grade</i>	<i>Annex I Parties</i>	<i>Non-Annex I Parties</i>
Percentage of total	50.7	49.3

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

5. Table 15 highlights the distribution of staff members by gender. As at 30 June 2013 the percentage of female staff at the Professional and higher levels was 42.4 per cent, slightly down by 1.3 per cent from June 2012. The percentage of female staff at all levels was 54.2 per cent.

Table 15
Distribution of staff members by gender

<i>Grade</i>	<i>Male</i>	<i>Female</i>
ASG		1
D-2	3	
D-1	7	2
P-5	14	3
P-4	33	20
P-3	52	44
P-2	49	41
P-1	1	
GS	46	131.5
Total	205	242.5
Percentage of total	45.8	54.2

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, GS = General Service, P = Professional.

B. Individual consultants and individual contractors

6. Between 1 January 2012 and 30 June 2013 a total of 245 individual consultants and individual contractors were hired. They provided a combined total of 572.6 working months at a total cost of USD 5.25 million under all sources of funding. Table 16 provides information on the distribution of these services by programme.

Table 16
Services of individual consultants and individual contractors by programme from 1 January 2012 to 30 June 2013

<i>Programme</i>	<i>Person-months</i>	<i>Cost (USD)</i>
Executive Direction and Management	28.1	251 629
Mitigation, Data and Analysis	60.4	643 650
Finance, Technology and Capacity-building	61.5	530 011
Green Climate Fund	43.2	476 167
Adaptation	28.3	204 395
Sustainable Development Mechanisms	180.2	1 745 753
Legal Affairs	0.8	9 542
Conference Affairs Services	70.3	421 431

<i>Programme</i>	<i>Person-months</i>	<i>Cost (USD)</i>
Communications and Knowledge Management Services	15.1	103 199
Information Technology Services	23.9	186 312
Administrative Services	60.8	678 617
Total	572.6	5 250 706

Annexe II

[Anglais seulement]

**Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary
Activities in the biennium 2012–2013**

Table 17

Income and expenditure of projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2012–2013 as at 30 June 2013

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
<i>Executive Direction and Management</i>			
Enhancing and strengthening cooperation with the United Nations through the Office of the Secretary-General	143 717	134 666	9 051
Momentum for Change	1 436 235	862 133	574 102
Supporting negotiations and new institutional arrangements aimed at enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol	2 245 965	902 305	1 343 660
Momentum for Change: Women for Results	400 000	72 064	327 936
Kyoto Protocol eligibility consultation	53 996	53 727	269
<i>Mitigation, Data and Analysis</i>			
Supporting communication by and the consideration of information from developing countries on the implementation of the Convention	2 582 091	1 484 653	1 097 438
Maintaining the database system for the annual compilation and accounting of emission inventories and assigned amounts under the Kyoto Protocol	355 731	155 988	199 743
Supporting activities relating to land use, land-use change and forestry: reducing emissions from deforestation and forest degradation, enhancement of carbon sinks and the role of sinks in future mitigation actions	1 156 486	293 266	863 220
Providing training for expert review teams and organizing meetings of the lead reviewers	781 937	791 744	990 193
Supporting the implementation of national greenhouse gas (GHG) inventories and related activities by non-Annex I Parties, including national forest monitoring systems	2 051 616	848 773	1 202 843
Developing and maintaining the UNFCCC information systems for the receipt and processing of GHG data, including the UNFCCC submission portal, the Virtual Team Room and the GHG data interface	273 774	136 144	137 630
Supporting activities relating to scientific, technical and socioeconomic aspects of mitigation of climate change	7 486	–	7 486

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
Facilitating the implementation of the work programme for the revision of the “Guidelines for the preparation of national communications by Parties included in Annex I to the Convention, Part I: UNFCCC reporting guidelines on annual inventories” and the use of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) 2006 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories	365 248	87 077	278 171
Supporting the implementation of enhanced action on mitigation by developing country Parties	1 246 691	449 984	796 707
Supporting activities relating to the impact of the implementation of response measures	70 000	36 101	33 899
Supporting the work programme for the development of modalities and guidelines for enhanced reporting and review by developed country Parties, in accordance with decision 1/CP.16, paragraph 46, and implementing the relevant requirements of decision 2/CP.17	1 402 039	166 157	1 235 882
Redesigning and developing the software for the reporting of GHG emissions by all Parties to the Convention	2 072 705	933 705	1 139 000
Organizing a workshop on common metrics to calculate the carbon dioxide equivalence of anthropogenic GHG emissions by sources and removals by sinks	41 462	41 415	47
Developing, deploying and operating a beta version of the nationally appropriate mitigation action (NAMA) registry	186 318	212 286	(25 968)
Holding a side event at the eighteenth session of the Conference of the Parties (COP): joint effort to support the preparation and implementation of the NAMA registry	17 012	15 036	1 976
<i>Finance, Technology and Capacity-building</i>			
Supporting capacity-building in developing countries and countries with economies in transition	411 935	176 488	235 447
Supporting the implementation of a work programme on Article 6 of the Convention and Article 10, paragraph (e), of the Kyoto Protocol: networking and exchange of information and good practices	553 778	187 286	366 492
Organizing workshops on the process and requirements of the accreditation of national implementing entities that can access resources from the Adaptation Fund directly	646 023	422 995	223 028
Supporting the full operation of the Technology Mechanism	1 133 992	541 590	592 402
Support to the functioning of the Standing Committee	487 848	343 473	144 375
Supporting the work programme on long-term finance	1 488 009	791 048	696 961
Enhancing the participation of youth in COP 18 and the eighth session of the Conference of the Parties serving as the	99 380	99 380	–

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
meeting of the Parties to the Kyoto Protocol			
<i>Adaptation</i>			
Supporting the least developed countries and the Least Developed Countries Expert Group	2 324 737	1 159 645	1 165 092
Supporting the implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change	1 384 752	605 784	778 968
Supporting activities relating to climate change science, research and systematic observation	215 228	11 592	203 636
Supporting the implementation of the Cancun Adaptation Framework	3 034 537	880 922	2 153 615
Supporting the periodic review of the adequacy of the long-term global goal referred to in decision 1/CP.16, paragraph 4	158 398	3 793	154 605
<i>Sustainable Development Mechanisms</i>			
Supporting the operation of joint implementation	11 342 860	2 298 640	9 044 220
Elaborating modalities and procedures for the inclusion of carbon capture and storage in geological formations as project activities under the clean development mechanism	39 996	–	39 996
Implementing the two work programmes mandated under the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention agenda item on various approaches, relating to: (a) a framework for various approaches; and (b) the new market-based mechanism	425 877	11 870	414 007
Organizing a workshop on the review of the modalities and procedures of the clean development mechanism	60 948	29 671	31 277
<i>Legal Affairs</i>			
Handbook on the UNFCCC	48 842	–	48 842
Support to the Compliance Committee	418 290	254 929	163 361
<i>Conference Affairs Services</i>			
Providing interpretation services during the thirty-fourth sessions of the subsidiary bodies and COP 17	2 522	2 479	43
Supporting stakeholder engagement in the UNFCCC process	466 401	149 303	317 098
Servicing the ad hoc working group session in Bangkok, Thailand, in 2012	3 792 795	3 564 243	228 552
Providing temporary structure during the thirty-sixth sessions of the subsidiary bodies	547 798	547 675	123

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
Developing a handbook and film documentary on conference management	499 967	172 081	327 886
Servicing the second session of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action in April 2013	1 059 941	1 041 282	18 659
Providing temporary structure during the thirty-eighth sessions of the subsidiary bodies	612 565	657 639	(45 074)
<i>Communications and Knowledge Management Services</i>			
Developing an online portal for UNFCCC information in Spanish	237 213	51 931	185 282
Developing country media training in the run-up to COP 17 in Durban, South Africa, in 2011	131 414	123 007	8 407
Providing information technology services	189 996	188 326	1 670
Relaunching the website for the UNFCCC: phase II – from negotiation support to climate action	275 000	–	275 000
Establishing an electronic library and knowledge management	150 000	113 894	36 106
Maintaining internal communications	181 120	119 103	62 017
<i>Administrative Services</i>			
Administering the UNFCCC Fellowship Programme	3 667	867	2 800
<i>Information Technology Services</i>			
Project implementation of the secretariat's office move to the Altes Abgeordnetenhaus	231 541	234 896	(3 355)
Replacing the e-mail and instant messaging system	45 964	–	45 964
Undertaking phase I of developing sustainable support for the UNFCCC collaboration platform	252 264	–	252 264
<i>Other expenditure</i>			
Junior Professional Officers	1 719 446	942 932	776 514
<i>Green Climate Fund</i>			
Supporting the work of the Transitional Committee for the design of the Green Climate Fund	145 587	31 824	113 763
Supporting the interim secretariat of the Green Climate Fund	5 558 859	2 895 493	2 663 366
Total	58 269 999	26 333 305	31 936 694

^a Note that not all income available under the Trust Fund for Supplementary Activities has been allocated to projects.

Annexe III

[Anglais seulement]

Programme performance data for the period from 1 January 2012 to 30 June 2013

Table 18

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Executive Direction and Management programme

Objective 1: To continue to enhance the secretariat's responsiveness to the needs of the Convention and the Kyoto Protocol bodies and to enhance the coherence of its work in order to facilitate the efficient and effective implementation of the Convention

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat responds to Party priorities and requests and supports emerging issues, including those that relate to the implementation of the Cancun Agreements and subsequent mandates by Parties	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time Level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat	A total of 819 mandates required the secretariat to deliver outputs during the reporting period, including some that required ongoing output delivery. In 99 per cent of cases outputs were fully delivered or output delivery was ongoing. Ninety-five per cent of the outputs were delivered on time A survey on the level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat was conducted in July 2013. The results of the survey, ^b which had an overall response rate of 36.5 per cent (71 of 195 possible respondents), indicate that Parties have a high level of satisfaction with the work of the secretariat. For example, 92 per cent of all respondents somewhat agreed, agreed or strongly agreed with the statement that their level of satisfaction with the work of the secretariat was consistently high
Activities undertaken are coherent across programmes. The strategic objectives of programmes and the distribution of tasks and responsibilities among the programmes are clear	The members of the secretariat management consult each other and take decisions on a regular basis (bilaterally and in management bodies)	The secretariat Management Team met 22 times during the reporting period (from 1 January 2012 to 30 June 2013) The Executive Secretary and Deputy Executive Secretary held regular bilateral meetings with senior management

Objective 2: To ensure optimal secretariat support for the Conference of the Parties (COP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP), thus enabling progress in the intergovernmental process

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
---------------------------	---------------------------------	-------------------------

Climate change intergovernmental meetings provide a forum for taking decisions and advancing the process of responding to climate change	Level of satisfaction of Parties with the secretariat's support of negotiation sessions	Respondents to the above-mentioned satisfaction survey indicated a high level of satisfaction with the support provided by the secretariat to negotiation sessions, with 85 per cent of all respondents somewhat agreeing, agreeing or strongly agreeing with the statement that the secretariat effectively supported the intergovernmental process
Presidents of the COP and the COP Bureau are well informed and able to carry out their functions effectively	Level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with secretariat support	A survey on the level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with secretariat support was conducted in June and July 2013. The results of the survey, which had a 50 per cent response rate (9 of 18 possible respondents), indicate that the President and Bureau of the COP and the CMP have a high level of satisfaction with the services provided to them by the secretariat. Matters of process, documentation, timing and logistical arrangements were acknowledged as entirely satisfactory. They were also very satisfied with the overall communication, keeping them updated on any urgent information. Changes in practical matters were proposed by some Bureau members, including the following: increasing the number of meetings for decision-making purposes; and exploring options for more efficient means of collaboration among Bureau members, such as an online discussion forum and a web-based repository for meeting agendas, minutes and documents. The Bureau members also suggested areas where the Bureau could play a more active role, such as: addressing improvements to the intergovernmental process and having more involvement in the arrangements and agendas for the sessions of the COP and the CMP. The secretariat will address the suggestions made in the survey in collaboration with the President of COP 19 and CMP 9
The high-level segment provides political impetus to the intergovernmental process	One or more political issues is/are resolved with the help of high-level participants	Ministerial outreach on high-level issues undertaken by the President of COP 18 and CMP 8, with the support of the secretariat, has assisted in resolving or advancing key outstanding issues relating to the Kyoto Protocol, finance, reporting and loss and damage

Objective 3: To ensure effective communication and outreach on the intergovernmental process and close liaison with Parties, intergovernmental organizations and other stakeholders, which will enhance the contribution of all stakeholders to the implementation of the Convention

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Information on the UNFCCC process is effectively communicated by the secretariat	Frequency of reference in the media to the UNFCCC messages issued during the sessions of the COP	No relevant data are available. Previously data were provided by the United Nations Department of Public Information, but it has discontinued this practice, and within the secretariat it was not possible to carry out continuous analysis with existing communications resources

<p>Number and duration of visits to the UNFCCC website and the volume of content downloads</p>	<p>A total of 155.8 million pages were viewed and 46.7 million files were downloaded from the UNFCCC website. The UNFCCC iPhone/iPad application Negotiator was downloaded approximately 10,000 times. Eighty per cent of responses to the website survey gave a positive score to the UNFCCC homepage news section, official documents and meeting-specific information</p>
--	--

Support provided by the United Nations and intergovernmental agencies to Parties in the implementation of the Convention is enhanced^a

Objective 4: To continue to develop the secretariat as a well-managed, high-performance institution with a healthy working culture

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
<p>Competent and motivated staff representing a broad geographical spectrum and gender balance are recruited, trained and retained</p>	<p>Percentage of staff from Parties not included in Annex I to the Convention and women in posts in the Professional and higher levels</p>	<p>Forty-nine per cent of staff in the Professional and higher levels are from non-Annex I Parties. Forty-two per cent of staff in the Professional and higher levels are women</p>
<p>Internal processes function smoothly and staff are satisfied with their work and management</p>	<p>Level of staff satisfaction with their job, management and development opportunities</p>	<p>A staff survey was conducted in July 2013, with a 43 per cent response rate (222 of 500 possible respondents). Over 73 per cent of the respondents expressed a high level of satisfaction with their job and the secretariat's management. Thirty-nine per cent of the respondents expressed the view that they had adequate opportunities to advance their career</p>
<p>The secretariat has the required financial resources to implement mandates given to it by the COP and the CMP</p>	<p>Percentage of mandated outputs that cannot be delivered as a result of insufficient funding</p>	<p>Sufficient funding was available for the delivery of almost all mandated outputs. Insufficient funding resulted in delays in relation to the nationally appropriate mitigation action registry and the common reporting format Reporter software</p>
	<p>Contribution rate to core budget</p>	<p>EUR 36.2 million, or 80.5 per cent of the total core budget indicative contributions expected for 2012–2013, had been received as at 30 June 2013</p>
	<p>Level of contribution to the Trust Fund for Supplementary Activities</p>	<p>During the reporting period, the secretariat received USD 29.3 million in voluntary contributions from Parties, against an initial requirement of USD 33 million for the biennium</p>
<p>Financial resources are managed in a sound manner and are utilized to maximize the benefit to the UNFCCC process</p>	<p>Proportion of actual expenditure compared with the approved budget</p>	<p>The 2012–2013 core budget for the secretariat had a budget implementation rate of 70.7 per cent through to June 2013, which is below the ideal implementation rate of 75 per cent</p>

Level of expenditure under the Trust Fund for Supplementary Activities	The actual expenditure incurred to support mandated supplementary funded activities as at the end of June 2013 amounted to USD 26.3 million, using contributions received in 2013 and the carry-over from 2010–2011
Implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters	The three audit recommendations made for the biennium 2010–2011, related to International Public Sector Accounting Standards and information technology equipment, are under active implementation

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

^b For further information on the results of the survey, see <<http://unfccc.int/secretariat/items/7724.php>>.

Table 19

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Mitigation, Data and Analysis programme

Objective 1: To support Parties in the communication and consideration of information relating to implementation

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The launch and operation of the process for international assessment of emissions and removals relating to quantified economy-wide emission reduction targets for developed country Parties is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	The operation of the process for international assessment is expected to start in January 2014 In 2013, the Mitigation, Data and Analysis (MDA) programme initiated the preparation of the internal processes and procedures to operationalize international assessment and review once it has been launched
The development of modalities for measurement, reporting and verification (MRV) of developed countries' commitments and actions is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated activities were performed and all outputs were delivered on time The MDA programme prepared papers and a workshop held in October 2012 to facilitate the work of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA) on reporting in biennial reports and on modalities for MRV of developed countries' commitments and actions. The reporting formats were adopted at the eighteenth session of the Conference of the Parties (COP) The MDA programme is now preparing papers and a workshop, to be held in October 2013, to facilitate the work of the SBSTA on the revision of the review guidelines for the national communications of developed country Parties, including biennial reports

<p>Parties are informed about available guidelines, methods and tools for preparing and submitting their national communications, greenhouse gas (GHG) inventories and other reports</p>	<p>Number of visits to the UNFCCC website to download guidelines, methods and tools</p> <p>Number of booklets and CD-ROMs collected by Parties from the UNFCCC information kiosk during sessions</p>	<p>The relevant web pages were visited about 1,021,000 times during the reporting period</p> <p>This indicator is no longer monitored because of the 'paper-light' policy of the secretariat</p>
<p>Data reported by Parties included in Annex I to the Convention under the Convention and its Kyoto Protocol are processed, stored and published in a timely and accurate manner</p>	<p>All relevant UNFCCC data systems (e.g. the GHG database, the compilation and accounting database, the GHG online data interface and common reporting format (CRF) Reporter) and their interlinkages, including those to the international transaction log where relevant, are kept operational without unplanned interruptions</p>	<p>Five full updates of the online GHG data interface have been implemented, in March, June and November 2012 and in March and June 2013, in order to ensure that the data are correct and up to date</p> <p>All systems have operated in accordance with their availability requirements</p> <p>Changes in Parties' eligibility in response to decisions of the Compliance Committee under the Kyoto Protocol have been implemented in the international transaction log and the compilation and accounting database in real time for all eligibility cases considered in the reporting period</p>
<p>The UNFCCC is recognized as an authoritative source of GHG data for Annex I Parties</p>	<p>All queries and reports required to support the reporting and review processes for Annex I Parties are made available in accordance with agreed timelines</p> <p>The two key annual UNFCCC data reports (the GHG data reports and the compilation and accounting reports) have been considered by the COP and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP)</p> <p>Ninety-five per cent or more of all data-related inquiries received by the secretariat have been answered within one week</p>	<p>Forty-three reports on the technical review of GHG inventories of Annex I Parties conducted in the 2011 inventory reporting and review cycle for Annex I Parties and 27 such reports from the 2012 cycle were published during the reporting period</p> <p>All 43 annual status reports for the GHG inventory submissions from Annex I Parties in 2012 and all 44 annual status reports in 2013 have been prepared and published in accordance with the mandated time frame</p> <p>The 2012 and 2013 editions of part I of the synthesis and assessment report for Annex I Parties has been prepared and published in accordance with the mandated time frame</p> <p>The two key annual UNFCCC data reports (the GHG data report and the compilation and accounting report) were considered at COP 18 and CMP 8</p> <p>MDA responded to about 140 requests for GHG data or data clarifications from Parties, national and international organizations, the media and individuals; the responses were provided within the agreed time frame of one week</p>

Effective support is provided for the fulfilment of reporting requirements and for the review of the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol by Annex I Parties	All GHG inventories from Annex I Parties submitted on time in the biennium 2012–2013 are received and reviewed by international expert teams within the mandated time frames	The 2012 and 2013 GHG inventory submissions from all Annex I Parties (43 Parties in 2012 and 44 Parties in 2013) have been received and processed, including the submissions of supplementary information under Article 7, paragraph 1, of the Kyoto Protocol for relevant Annex I Parties MDA organized and supported the 9 th meeting of the lead reviewers of the GHG inventories of Annex I Parties in March 2012 and their 10 th meeting in March 2013 Arrangements for conducting the 2012 cycle of technical reviews of GHG inventories of Annex I Parties were completed in a timely manner; such arrangements for the 2013 cycle are currently being made
Effective support is provided for the implementation of the work programme for the revision of the “Guidelines for the preparation of national communications by Parties included in Annex I to the Convention, Part I: UNFCCC reporting guidelines on annual inventories”	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated inputs have been provided on time, except for the delivery of the pilot version of the new CRF Reporter, which reflects the revised guidelines on 22 October 2012 as per the mandate in decision 15/CP.17. The release of that version was made later than on the mandated date of 1 October 2012 because of the lack of funding for the project
A sufficient number of experts are trained and ready to participate in GHG inventory reviews	Number of GHG inventory review experts passing the relevant examination annually	Three training cycles for GHG inventory review experts under the Convention were organized. Eighty-nine experts received training and 88 experts passed the mandatory examinations. Two training cycles were organized under the Kyoto Protocol and 72 experts passed the mandatory examinations

Objective 2: To support non-Annex I Parties in preparing and submitting national communications and national inventory and biennial reports and preparing and implementing nationally appropriate mitigation actions (NAMAs) required for the implementation of the Convention

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The launch and operation of the process of international consultation and analysis of biennial reports from developing countries is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time All NAMA submissions are made available on the UNFCCC website in a timely manner All NAMAs are accurately recorded in the registry in a timely manner	One paper on the cost implications of the international consultation and analysis process was prepared in a timely manner NAMAs were received and made available on the UNFCCC website in document FCCC/SBI/2013/INF.12/Rev.2 The working prototype of the registry was launched in June 2013, which is accessible only to Parties. The final web-based platform accessible to Parties and open to the public will be completed by October 2013

<p>The development of modalities for MRV of developing countries' actions and the support received for those actions is facilitated</p>	<p>Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>	<p>A draft decision on the general guidelines for domestic MRV may be adopted at COP 19</p>
<p>The NAMA registry is established effectively and updated regularly, including, as appropriate, the 'matching' function</p>	<p>Number of mitigation actions recorded</p>	<p>Over 50 mitigation actions and one source of support have been recorded in the registry. However, the matching of action with support will happen outside of the registry</p>
<p>Parties are informed about available guidelines, methods and tools for preparing and submitting their national communications, GHG inventories and other reports</p>	<p>Number of visits to the UNFCCC website to download guidelines, methods and tools</p>	<p>The relevant web pages with information on national communications from Parties not included in Annex I to the Convention, including the pages for downloading guidelines, methods and tools, were visited about 90,000 times during the reporting period</p>
	<p>Number of booklets and CD-ROMs collected by Parties from the UNFCCC information kiosk during sessions</p>	<p>About 1,500 national experts from the Asia-Pacific States, the African States and the Latin America and Caribbean States were provided with CD-ROMs and/or access, via a file transfer protocol, to updated training materials from the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention on the preparation of national communications by non-Annex I Parties</p>
<p>Effective support is provided to non-Annex I Parties in their fulfilment of the reporting requirements under the Convention</p>	<p>Number of non-Annex I Parties that have submitted their subsequent national communications</p>	<p>Four initial national communications, 28 second national communications, one third national communication and one fifth national communication were submitted by Parties and received and processed by the secretariat during the reporting period</p>
	<p>Number of national reports received by the secretariat</p>	
	<p>Number of non-Annex I experts that have been trained</p>	<p>More than 950 experts from the Asia-Pacific States, the African States and the Latin America and Caribbean States participated either on site or remotely in the training workshops on national GHG inventories; over 300 experts participated on site or remotely in the workshops on mitigation assessment; and over 450 experts participated on site or remotely in the workshops on vulnerability assessment</p>
<p>Data reported by non-Annex I Parties under the Convention and its Kyoto Protocol are processed, stored and published in a timely and accurate manner</p>	<p>All relevant UNFCCC data systems (e.g. the GHG database, the online GHG data interface and the non-Annex I software for the preparation of inventory data) are kept operational without unplanned interruptions</p>	<p>All relevant systems operated without unplanned interruptions</p> <p>Five updates of the online GHG data interface were implemented during the reporting period, in order to incorporate the latest data on GHG emissions reported in the latest national communications</p> <p>The development of non-Annex I Party software for the preparation and submission of inventory data led to a first release in June 2013; further developments are ongoing</p>

The UNFCCC is recognized as an authoritative source of GHG data for non-Annex I Parties	All queries and reports required for supporting the reporting of GHG data by non-Annex I Parties are made available in accordance with agreed timelines Ninety-five per cent or more of all data-related inquiries received by the secretariat have been answered within one week	During the reporting period, neither queries nor reports were required for supporting the reporting of GHG data by non-Annex I Parties All of the 19 inquiries relating to national communication processes were responded to within one week of their receipt
The development of modalities for MRV of anthropogenic forest-related emissions by sources and removals by sinks, forest carbon stock and forest area changes resulting from the implementation of REDD-plus ^b activities is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated outputs in the context of supporting relevant negotiations following decision 1/CP.16, appendix II, were delivered on time
The identification of land use, land-use change and forestry (LULUCF) activities in developing countries, in particular those that are linked to the drivers of deforestation and forest degradation, is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated outputs in the context of supporting relevant negotiations following decision 1/CP.16, paragraph 72, were delivered on time
A sufficient number of experts are trained and ready to contribute to the preparation of national communications and to other national reporting obligations	Number of national reports received by the secretariat Number of non-Annex I experts that have been trained	All 14 countries (there are eight participating countries in the Southern and Eastern African regional capacity-building project: Botswana, Malawi, Mauritius, Namibia, Rwanda, South Africa, United Republic of Tanzania and Zambia; the South-East Asian regional capacity-building project involves six countries: Cambodia, Malaysia, Philippines, Papua New Guinea, Thailand and Viet Nam) have prepared national reports that were incorporated into annual and mid-year regional reports Approximately 110 experts were trained in the use of agriculture, land-use and forestry software

Objective 3: To improve the methodological and scientific bases for enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for the consideration of matters related to targets for Annex I Parties	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of eight outputs were mandated to be delivered during the reporting period and all were delivered on time, including supporting negotiations, the preparation of a technical paper on developed country targets, the organization of an in-session workshop on developed country mitigation actions and a briefing in relation to the clarification of developed country targets

<p>Work on the methodological and scientific basis for long-term cooperative action on policy approaches and positive incentives on issues relating to REDD-plus in developing countries is facilitated</p>	<p>Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p> <p>Number of submissions that are posted on the reducing emissions from deforestation and forest degradation in developing countries (REDD) Web Platform, developed in response to decision 2/CP.13</p>	<p>A total of nine outputs were mandated to be delivered during the reporting period and all of them were delivered on time, including the preparation of: (a) three workshops; (b) a technical paper on modalities and procedures for financing results-based actions and considering activities related to decision 1/CP.16, paragraphs 38 and 39; and (c) two compilations of relevant views of Parties</p> <p>A total of 69 submissions were posted on the REDD Web Platform during the reporting period</p> <p>A total of 174 registrations were recorded on the REDD Web Platform during the reporting period</p>
<p>Work on methodological and scientific matters is facilitated, including in the areas of LULUCF, sectoral approaches, international aviation and maritime transport, and fluorinated gases</p>	<p>Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>	<p>A total of 12 outputs were mandated to be delivered during the reporting period, all of which were on time</p> <p>The outputs included the provision of support by MDA for the launch of work programmes on LULUCF and work on agriculture under the SBSTA, and five compilations of views of Parties (one on agriculture and four on LULUCF)</p> <p>They also included the support by MDA of the ongoing work of the SBSTA on: (a) international aviation and maritime transport; (b) common metrics and the organization of a workshop on common metrics in April 2012; and (c) implications of decisions 2/CMP.7 to 5/CMP.7 in relation to the second commitment period of the Kyoto Protocol on the previous decisions of the CMP on methodological issues related to the Kyoto Protocol, including those relating to Articles 5, 7 and 8, as well as the preparation of a relevant technical paper and the organization of a workshop</p>

Objective 4: To support Parties, in particular developing country Parties, in meeting their specific needs and concerns arising from the impact of the implementation of response measures

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
<p>Effective support is provided to work on the impact of the implementation of response measures, including support for the implementation of the work programme under the subsidiary bodies to address said impact, and a possible forum</p>	<p>Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p>	<p>Seven in-forum workshops were held and one in-forum expert meeting was conducted</p> <p>Seven in-forum workshop reports and one in-forum expert meeting report were prepared on time</p>

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

^b See <http://unfccc.int/methods/redd/redd_finance/items/7671.php>.

Table 20

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Financial, Technology and Capacity-building programme
Objective 1: To support the intergovernmental process with regard to the provision of financial resources to developing country Parties for adaptation and mitigation

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are effectively supported in intergovernmental negotiations on the financial mechanism of the Convention and on the provisions of the Cancun Agreements relating to fast-start finance, long-term finance, the Green Climate Fund and the Standing Committee on Finance (SCF)	Number of mandated outputs delivered in a timely manner	A total of seven mandates required output delivery. The required outputs were two regional workshops on the process and the requirements for the accreditation of national implementing entities for direct access under the Adaptation Fund. Both workshops were held on time. In addition, one official Conference of the Parties (COP) information document on the submissions from developed country Parties relating to fast-start finance was prepared and delivered on time. Two workshops on long-term finance were organized and the Co-Chairs' report was delivered. Four meetings of the SCF and one forum of the SCF were held on time. A report from the SCF was made available to COP 18 in a timely manner, as was a report from the Green Climate Fund
Parties are regularly provided with information on financial resources to assist developing country Parties in implementing mitigation and adaptation measures	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	The finance portal modules on fast-start finance and the Global Environment Facility (GEF) have been updated and a new module on the Adaptation Fund has been developed. New web pages on long-term finance and the SCF, including its virtual forum, have been developed
	Number of visits to the section on the financial mechanism on the UNFCCC website	A total of 268,000 visits were made to the sections on the financial mechanism, long-term finance and the SCF
Information on the implementation of the COP guidance to the GEF as an operating entity of the financial mechanism, as well as on the work of the Adaptation Fund, is provided regularly and in accordance with mandates under the Convention	Number of reports prepared by the GEF made available by the secretariat in a timely manner	One report from the GEF was made available to COP 18 in a timely manner. One GEF information document was produced on time for the thirty-eighth session of the Subsidiary Body for Implementation (SBI)
	Number of reports prepared by the Adaptation Fund Board made available by the secretariat in a timely manner	One report prepared by the Adaptation Fund Board was made available to the eighth session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol in a timely manner. One technical report and one information document were prepared for SBI 38
Parties are supported effectively in the fifth review of the financial mechanism	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	No outputs were mandated to be delivered during the reporting period

Objective 2: To support and enhance cooperation among Parties and relevant organizations on the research, development, demonstration, deployment, diffusion and transfer of technologies for adaptation and mitigation

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for making the Technology Mechanism fully operational, as mandated by the Cancun Agreements and in response to other subsequent decisions of the COP	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of five outputs were required to be delivered during the reporting period. All were delivered on time
Effective support is provided to the Technology Executive Committee (TEC)	The draft business plans of the TEC are developed in accordance with its decisions	A rolling workplan was developed by the TEC at its 2 nd meeting and made available at the thirty-sixth sessions of the subsidiary bodies, in accordance with decision 4/CP.17
	The annual report of the TEC is made available in a timely manner	The report on activities and performance of the TEC for 2012 was made available to the subsidiary bodies at their thirty-seventh sessions in a timely manner
Effective support is provided in relation to the Climate Technology Centre and Network (CTCN), as mandated by the COP and relevant bodies	The selection process for the host of the CTCN is launched and completed in a timely manner, in accordance with relevant decisions of the COP	The call for proposals for hosting the Climate Technology Centre (CTC) was issued in a timely manner and all related documents were made available on the UNFCCC website
		The report on the evaluation of the proposals to host the CTC was made available to SBI 36 The report on the discussions on key elements of the potential host agreement for the CTC was made available to SBI 37
Effective support is provided for the implementation of the technology transfer framework in collaboration with partner organizations	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of two outputs were required to be delivered during the reporting period. An experience-sharing workshop on technology needs assessments was organized in collaboration with the United Nations Environment Programme and the report thereon was made available on time for consideration by the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice at its thirty-seventh session
The technology information clearing house (TT:CLEAR) is transformed to become the technology information platform of the Technology Mechanism	Number of visits to the technology information platform	A total of 205,533 visits were made to the technology information platform
	Number of page displays and file downloads	Data on the number of file downloads are not available as the new and improved platform is still being finalized

Objective 3: To enhance the capacity of Parties and education, training and public awareness activities by Parties, in particular developing country Parties, for their active engagement and participation in implementing the Convention and its Kyoto Protocol

<i>Expected result(s) under the Convention</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are regularly provided with information on progress, effectiveness and gaps in capacity-building for non-Annex I Parties and Parties with economies in transition	Annual reports are made available in a timely manner	Seven reports were mandated and made available during the reporting period. Five reports were made available on time and two were delayed, owing to a temporary shortage of human resources
Information is made available on the support provided by developed country Parties for capacity-building in developing country Parties as well as on the use of that support	Information from submissions is compiled and made available on the UNFCCC website in a timely manner	Seven submissions were received during the reporting period, which were made available on the UNFCCC website in a timely manner
The implementation of the capacity-building frameworks is facilitated through coordination with United Nations agencies and other relevant institutions	Number of partner agencies and organizations that contribute to the implementation of the capacity-building frameworks Number of activities undertaken by partner agencies and relevant organizations to contribute to the implementation of the capacity-building frameworks as listed in annual reports	A total of 356 partner agencies and organizations contributed to the implementation of the capacity-building frameworks A total of 506 activities were submitted during the reporting period by partner agencies and relevant organizations and are listed in the annual report
Effective support is provided to the review of the implementation of the amended New Delhi work programme on Article 6 of the Convention	Proportion of mandated outputs delivered on time	Five outputs were mandated to be delivered during the reporting period. Three documents were made available to the SBI on time and two were delayed, owing to a temporary shortage of human resources
Relevant United Nations agencies and other organizations are mobilized to provide coordinated input to the implementation of the work programme on Article 6 of the Convention	Number of relevant United Nations agencies and other organizations mobilized by the secretariat to provide input to the implementation of the work programme on Article 6 of the Convention	A total of 19 intergovernmental and 23 non-governmental organizations was mobilized by the secretariat during the reporting period
The information network clearing house (CC:iNet) is used actively as a tool to enhance the exchange of information on activities under Article 6 of the	Number of registered users in different world regions Number of page displays and file downloads	A total of 593 users from different world regions were registered More than 133,000 page displays and more than 900 downloads were registered on CC:iNet during the reporting period

Convention	Level of satisfaction with CC:iNet of users surveyed	A total of 84 responses were received to an online user survey on CC:iNet conducted in January and February 2012. Eighty-six per cent of survey respondents found that that the navigation structure of CC:iNet provides easy access to information and 70 per cent rated the layout of the CC:iNet web pages and the quality of the information provided as good or excellent. The survey was advertised on the UNFCCC website and the homepage of CC:iNet and e-mail notifications were sent to all Parties and more than 1,600 admitted observer organizations, as well as to registered CC:iNet users and participants in regional workshops on the implementation of Article 6 of the Convention
------------	--	---

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 21

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Adaptation programme
Objective 1: To support Parties, in particular developing country Parties, in assessing impacts, vulnerability and risks and in developing and implementing adaptation plans, policies and actions

<i>Expected result(s) under the Convention</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The overall coherent implementation of the Cancun Adaptation Framework is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of 21 mandates required output delivery during the reporting period, pertaining to all three components of the Cancun Adaptation Framework. All mandates were delivered. Those that had a specific delivery date were delivered on time, except several documents depending on timely receipt of submissions and those documents that were slightly delayed owing to the timing of related activities
The work of the Adaptation Committee (AC) is facilitated	Proportion of mandated AC reports delivered and delivered on time	The first report of the AC to the Conference of the Parties (COP), through the subsidiary bodies, was delivered with a slight delay, which was caused by the delayed 1 st meeting of the AC
	Number of working papers and information products prepared in support of the work programme of the AC	The 1 st , 2 nd and 3 rd meetings of the AC were held during the reporting period. A total of 20 working papers were made available, which were all well received by the AC
	Level of satisfaction of the AC members with the secretariat's support for the work of the AC	AC members have expressed their full satisfaction with the support provided by the secretariat

The process for the formulation and implementation of national adaptation plans (NAPs) is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Four mandates to the secretariat required output delivery during the reporting period, including requests for two miscellaneous documents and two synthesis reports. There are also ongoing mandates pertaining to the use and enhancement of existing databases and the collection and compilation of information for the Subsidiary Body for Implementation (SBI) to monitor and evaluate the NAP process. All mandates with specific deadlines were delivered on time
	Number of experts trained in the modalities and guidelines for NAPs	A total of 66 experts were trained in the modalities and guidelines for NAPs during the Least Developed Countries Expert Group (LEG) workshop on adaptation for francophone least developed countries (LDCs), which took place in Lomé, Togo, on 18–22 March 2013. Additional experts were introduced to the modalities and guidelines for NAPs during the NAP Expo, which took place on 9 June 2013 and was aimed at launching the NAP process in the LDCs
The implementation of the work programme on loss and damage is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of 10 concrete mandates required output delivery during the reporting period. Five expert meetings were organized and two meeting reports, two technical papers and one literature review were produced. The secretariat also complied with the mandates to invite experts from regional centres and networks to expert meetings and to engage stakeholders
The implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of 10 concrete mandates required output delivery during the reporting period. These included three progress reports to the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA), which were delivered on time, and ongoing mandates relating to stakeholder engagement and the development of information and knowledge products and their dissemination. One knowledge product on the private-sector initiative, two leaflets and four issues of the electronic newsletter (eUpdate) were produced during the reporting period. Stakeholder engagement is ongoing
	Number of action pledges by Nairobi work programme partners	During the reporting period, the secretariat received a total of 18 new action pledges, bringing the total number of action pledges received to 178
The work of the LEG is facilitated	Proportion of mandated LEG reports delivered and delivered on time	Three LEG reports were mandated to be delivered during the reporting period and were made available on time
	Number of working papers and information products prepared in support of the work programme of the LEG	A total of 12 such working papers and information products were prepared. Some of them were disseminated and made available in English, French and Portuguese
	Level of satisfaction of the LEG members with the secretariat's support of the work of the LEG	The results of a recently conducted survey indicate that the LEG expresses satisfaction with the support provided by the secretariat

Collaboration between the LEG and the Global Environment Facility (GEF) and its agencies is facilitated	Number of joint activities between the GEF and its agencies and the LEG facilitated by the secretariat	Eight such activities were facilitated by the secretariat: three LEG meetings, two LEG regional training workshops and two LEG side events each at SBI 36 and SBI 37/COP 18; the contribution to the development of training materials for the LEG 2012–2013 regional training workshops on adaptation for the LDCs through electronic means and interaction during sessions of the subsidiary bodies; the contribution to the facilitation of the above-mentioned workshops; and active participation in the review meeting of the LEG technical guidelines and the NAP Expo
---	--	---

Objective 2: To support the review of the adequacy of the long-term global goal and the consideration of various matters related to science, research and systematic observation

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Work by the Convention bodies on matters related to science, research and systematic observation is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time Number of international and regional programmes and organizations taking part in the research dialogue under the Convention	Eight mandates required output delivery during the reporting period. These included the continuation of the organization of the research dialogue, the production of miscellaneous documents containing additional views on the research dialogue, and enhancing the visibility of scientific information relevant to the Convention on the UNFCCC website (redesigned web pages for research). All achieved outputs were delivered on time; one is still ongoing and is on schedule A total of 24 presentations were made during the research dialogues held during SBSTA 36 and 38, with 16 presentations being made on behalf of 10 international research programmes and organizations and the Intergovernmental Panel on Climate Change, and eight presentations made on behalf of Parties, with four of them representing groups of Parties
The review of the adequacy of the long-term global goal is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Four mandates required output delivery during the reporting period. These included the consideration without delay of available inputs to the 2013–2015 review and the initiation of the structured expert dialogue (SED) on the 2013–2015 review, which was established at COP 18. An in-session workshop under the SED was held during the thirty-eighth sessions of the subsidiary bodies to consider such inputs and the two co-facilitators of the SED were selected. The web page of the review was developed and made available to Parties in May 2013. A total of nine presentations were made during the workshop under the SED, with three presentations made by experts and six presentations made on behalf of Parties, with three of them representing groups of Parties

A shared vision for long-term cooperative action was facilitated under the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A workshop on equitable access to sustainable development was held during the thirty-sixth sessions of the subsidiary bodies. A total of 14 presentations were made, with two presentations made by experts, 12 presentations made on behalf of Parties, with three of them representing groups of Parties, and two presentations made by intergovernmental organization and non-governmental organizations
--	--	---

Objective 3: To engage a wide range of stakeholders and to widely disseminate information by effective means, including through the UNFCCC website

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
A wide range of stakeholders is engaged in the implementation of all relevant mandates	Number of collaborative activities facilitated between organizations and between Parties and organizations	The programme continued the facilitation of collaborative activities between organizations and between Parties and organizations under all of its different workstreams. This included organizing 22 workshops, expert meetings and informal meetings and two research dialogue meetings, producing a wide range of documents with stakeholder input, contributing to the Momentum for Change initiative and ongoing communication with all stakeholders across all workstreams
	Diversity of engaged stakeholders, including by geographical region, type and sector	The diversity of engaged stakeholders spans all regions, types, sectors and climate hazards. Statistical data are constantly updated and available on the programme's database of partners, action pledges and experts ^b
Comprehensive user-friendly information is made available in a timely manner	Number of visits to the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation	During the reporting period the main page of the adaptation portal ^c was accessed 142,533 times. All related subpages had a total of 4,942,159 views
	Information contained in the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation is regularly updated	Information contained in the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation was updated on a continuous basis. In May 2013 the web representation of the Adaptation programme under the UNFCCC was restructured to present information in a more coherent, consistent and user-friendly manner
	Level of satisfaction of users of the section of the UNFCCC website dedicated to adaptation	Parties and other stakeholders have expressed satisfaction with the accessibility of adaptation information after the launching of new web pages

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

^b See <<http://unfccc.int/5005.php>>.

^c See <<http://unfccc.int/4159>>.

Table 22

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Sustainable Development Mechanisms programme

Objective 1: To support and optimize the operation of the clean development mechanism (CDM)

<i>Expected result(s) under the Kyoto Protocol</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Meetings of the Executive Board of the CDM are organized efficiently and are well supported	Level of satisfaction of the members of the CDM Executive Board with the support provided by the programme for their work	Eighty-three per cent (10 of 12) of the SDM survey respondents expressed satisfaction with the support provided
	Proportion of meeting documents made available fully in accordance with the rules of procedure of the CDM Executive Board	The secretariat organized and supported meetings of the CDM Executive Board, such that 92 per cent (160 of 174) of all documents were made available fully in accordance with the rules of procedure. The remaining documents were late submissions
The work of the CDM Executive Board on methodologies is facilitated	Level of satisfaction of the members of the Methodologies Panel, Afforestation and Reforestation Working Group, Carbon Capture and Storage, and Small-Scale CDM Working Group with the support provided by the secretariat for their work	Eighty-one per cent (13 of 16) of the SDM survey respondents expressed satisfaction with the support provided
	Proportion of new methodologies processed fully in accordance with the established procedures and timelines	The secretariat facilitated the work of the CDM Executive Board on methodologies, such that all 24 requests for new methodologies were processed fully in accordance with the established procedures and timelines
	Proportion of requests for revisions of, clarifications to and deviations from approved methodologies processed fully in accordance with the procedures and timelines	The secretariat facilitated the work of the CDM Executive Board on methodologies, such that all requests for revisions (51) and clarifications (106) were processed fully in accordance with the established procedures and timelines
The registration of CDM projects and the issuance of certified emission reductions (CERs) are facilitated	Proportion of summary notes delivered to the CDM Executive Board within the specified timelines	Ninety-six per cent of the summary notes were delivered within the specified timelines (i.e. 3,183 of 3,326 for registration and 3,315 of 3,465 for issuance)
	Proportion of project completeness checks conducted within the specified timelines	Ninety-five per cent of the checks for registration and issuance commenced during the reporting period were conducted within the specified timelines, of which 94 per cent were completeness checks (i.e. 3,776 of 4,085 for registration and 3,664 of 3,848 for issuance) and 97 per cent were information and reporting checks (i.e. 3,857 of 3,989 for registration and 3,708 of 3,826 for issuance)

<i>Expected result(s) under the Kyoto Protocol</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
	Proportion of issuance instructions acted upon within one day	<p>The secretariat facilitated the registration of CDM projects and the issuance of CERs. However, upon closer scrutiny, the indicator chosen to measure performance was found not to be suitable for accurately reflecting the secretariat's performance. The indicator will therefore be revised and performance will be reported on in the next biennium</p> <p>The secretariat processed 3,490 issuance instructions</p>
The operation of the CDM registry is facilitated	Proportion of forwarding instructions for CERs acted upon within two weeks	<p>The secretariat facilitated the operation of the CDM registry. However, upon closer scrutiny, the indicator chosen to measure performance was found not to be suitable for accurately reflecting the secretariat's performance. The indicator will therefore be revised and performance will be reported on in the next biennium</p> <p>The secretariat processed 4,878 requests for forwarding instructions for CERs, which is an increase of 26 per cent in comparison with the previous 18 months</p>
	Proportion of requests to change modalities of communication statements processed within one month	The secretariat facilitated the operation of the CDM registry. However, upon closer scrutiny, the indicator chosen to measure performance was found not to be suitable for accurately reflecting the secretariat's performance. The indicator will therefore be revised and performance will be reported on in the next biennium
	Proportion of requests to change the status of project participants and focal points processed within one month	The secretariat processed 5,174 requests to change the modalities of communication (including digitization of the modalities of communication form)
The accreditation of operational entities by the CDM Executive Board is facilitated	Level of satisfaction of the members of the CDM Accreditation Panel, designated operational entities (DOEs) and applicant entities with the support provided by the programme for their work	Sixty per cent (23 of 38) of the DOEs and applicant entities expressed satisfaction with the support provided. The low survey response rate from the CDM Accreditation Panel did not allow for any conclusions to be drawn
	Proportion of cases processed fully in accordance with the procedure for accrediting operational entities	<p>Ninety-four per cent (352 of 374) of the cases brought to the Accreditation Panel were processed fully in accordance with the specified timelines. The remaining documents were mostly late submissions from the assessment team or DOEs</p> <p>All of the 205 cases were brought to the CDM Executive Board for consideration in accordance with the procedure for accrediting operational entities</p>

<i>Expected result(s) under the Kyoto Protocol</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
	Proportion of cases prepared for consideration by the CDM Executive Board and its Accreditation Panel fully in accordance with the accreditation procedures	The secretariat facilitated the accreditation of operational entities, such that 100 per cent of cases prepared for consideration by the CDM Executive Board (205) and its Accreditation Panel (374) were fully in accordance with the accreditation procedures

Objective 2: To support and optimize the operation of joint implementation (JI)

<i>Expected result(s) under the Kyoto Protocol</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Meetings of the Joint Implementation Supervisory Committee (JISC), and of its panels, committees and working groups, are organized efficiently and are well supported	<p>Level of satisfaction of the members of the JISC with the support provided by the programme for their work</p> <p>Proportion of meeting documents made available fully in accordance with the rules of procedure of the JISC</p>	<p>All (11 of 11) of the SDM survey respondents expressed satisfaction with the support provided</p> <p>The secretariat organized and supported meetings of the JISC, such that 16 of the 21 meeting documents (76 per cent) were made available fully in accordance with the rules of procedure. The remaining documents were late submissions</p>
The accreditation of independent entities (IEs) by the JISC is facilitated	<p>Level of satisfaction of the members of the JISC Accreditation Panel with the support provided by the programme for their work</p> <p>Proportion of applications for accreditation received in advance of a JISC Accreditation Panel meeting prepared for assignment to an accreditation team and processed fully in accordance with the procedure for accrediting IEs</p>	<p>A low SDM survey response rate did not allow for any conclusions to be drawn.</p> <p>The (i.e. one re-accreditation) application for accreditation is being processed in accordance with JI regulations</p>
The work of the JISC on the full project cycle of the Joint Implementation Track 2 ^b procedure is facilitated	<p>Level of satisfaction of project participants, applicant/ accredited IEs and members of the JISC with the support provided by the programme for the handling of JI Track 2 procedures</p> <p>Proportion of submissions and calls for input processed fully in accordance with the established modalities and procedures</p>	<p>A low SDM survey response rate did not allow for any conclusions to be drawn.</p> <p>All of the 210 submissions for Track 2 and the one call for input were processed within the given timelines</p>

Objective 3: To realize the full potential of sustainable development mechanisms to enhance the implementation of the Convention

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Work programmes under the intergovernmental bodies concerning the further development of the project-based mechanisms are facilitated	Proportion of mandated outputs delivered on time	All nine mandated outputs were delivered on time (i.e. publication of three submissions, organization of one workshop, preparation of one synthesis report and one compilation report, establishment of the CDM loan scheme, addressing significant CDM deficiencies, and CDM information made publicly available)
Parties are supported in their consideration and development of further market-based and other collaborative mechanisms	Proportion of mandated outputs delivered on time	All 10 mandated outputs (i.e. publication of five submissions, organization of four workshops and preparation of one technical paper) were delivered on time All eight mandated outputs (i.e. publication of three submissions, preparation of two technical syntheses and organization of three workshops) to be delivered in the second half of 2013 are on track
Overall strategic, policy and administrative management is provided to the development and implementation activities of the programme, including in relation to the support of existing market-based mechanisms and further relevant work mandated by Parties	Proportion of mandated outputs delivered on time	All three mandated outputs were delivered on time (i.e. adjusted UNFCCC practice on the costs of travel and the daily subsistence allowance; publication of Party-specific amount of issuance of emission reductions; and further measures to improve the efficiency of the project cycle) Both mandated outputs to be delivered in the second half of 2013 are ongoing (i.e. reducing the average waiting time for registration and issuance of CDM project activities and enhancing support for countries underrepresented in the CDM)
Compliance with United Nations financial regulations and rules, and UNFCCC financial procedures	Implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters	All recommendations from the preceding audits have been implemented. There was an audit during the reporting period. The SDM management is aiming to implement the recommendations from the most recent audit report by the first quarter of 2014

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

^b The verification procedure under the JISC, defined in decision 9/CMP.1, annex, paragraphs 30–45.

Table 23

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Legal Affairs programme**Objective 1: To provide legal advice and support so that the Convention and its Kyoto Protocol, as well as the outcomes from the negotiations under the Bali Road Map, are implemented and the associated intergovernmental process is conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements**

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Convention and its Kyoto Protocol, as well as any new international agreement(s) adopted thereunder, are interpreted and implemented in accordance with relevant legal, procedural and institutional requirements	Absence of complaints raised by Parties and other stakeholders regarding the timeliness and soundness of legal advice and support provided by the secretariat	During the first 18 months of 2013, the Legal Affairs (LA) programme issued at least 47 legal opinions on different legal issues, six of them directly to Parties, and provided legal advice on at least 22 different legal issues. The secretariat did not receive any complaints from Parties or other stakeholders regarding the timeliness and soundness of such legal advice or the legal support provided by the secretariat during the reporting period
The bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol, including constituted bodies, as well as the intergovernmental process, function and operate in accordance with legal, procedural and institutional requirements	Absence of complaints raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat to the intergovernmental process and the operation and functioning of the constituted bodies under the Kyoto Protocol	The intergovernmental process was a major area of concentration for the legal advice provided by LA during the reporting period. Sixteen of the 47 legal opinions issued from 1 January 2012 to 30 June 2013 dealt with the legal, procedural and institutional requirements of the intergovernmental process
[repeat of above]	Proportion of concerns, issues or disputes raised by public or private entities against constituted bodies under the Kyoto Protocol or their members that are addressed and resolved expeditiously and amicably and do not result in legal action against individuals serving on constituted bodies	The concerns and issues that were raised by public or private entities against constituted bodies or their members in the reporting period were expeditiously resolved and did not lead to legal action against any individuals serving on constituted bodies

Objective 2: To facilitate the operations of the secretariat and to ensure that they are conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The operations of the secretariat are conducted in accordance with applicable United Nations rules and regulations, the legislative authority of the Conference of the Parties and the Conference of the Parties serving as the meeting of the	The number of contracts and other legal instruments between the secretariat and service providers, governments and other partners that are concluded expeditiously and in a legally sound manner, thereby facilitating the smooth operation of the secretariat	In the period from 1 January 2012 to 30 June 2013, LA provided final clearance to 168 legal instruments that could be concluded on behalf of the secretariat. During the same period, the secretariat concluded 158 legal instruments with third parties after these instruments had been reviewed or drafted and cleared by LA. No disputes in the implementation of these instruments were raised that could not be settled amicably between the parties

Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and UNFCCC requirements	The number of audit queries and queries raised by the United Nations Office of Legal Affairs on the appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat	In the period from 1 January 2012 to 30 June 2013, no audit queries or queries from the United Nations Office of Legal Affairs were received in relation to the appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat
---	---	---

Objective 3: To facilitate the effective operation of the compliance mechanism in support of the environmental integrity of the Kyoto Protocol and the credibility of the market mechanisms (Article 18 of the Kyoto Protocol and decisions 27/CMP.1, 4/CMP.2 and 4/CMP.4)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Compliance Committee takes decisions based on the best available information	Proportion of outputs made available on time	From 1 January 2012 to 30 June 2013, five meetings of the enforcement branch, three meetings of the facilitative branch and three meetings of the plenary took place. In the reporting period, LA delivered all of its mandated outputs relating to the Compliance Committee on time and therefore in accordance with the timelines set out in the procedures and mechanisms relating to compliance under the Kyoto Protocol (annex to decision 27/CMP.1) and the rules of procedure of the Compliance Committee of the Kyoto Protocol (annex to decision 4/CMP.2, as amended by decision 4/CMP.4). One of the supporting documents for the 22 nd meeting of the enforcement branch (document CC/EB/22/2013/2) was not posted on the UNFCCC website in accordance with the secretariat's internal working arrangements (i.e. the next business day after it was made available to the members and alternate members of the branch). This slight delay was due to competing demands on the time of the staff member responsible for website posting
	Level of satisfaction expressed by the members and alternate members of the Compliance Committee regarding secretariat support	A web-based survey on the level of satisfaction expressed by members and alternate members of the Compliance Committee with the support of the secretariat was conducted by an independent expert from 10 to 26 July 2013. The results of the survey, which had a 52 per cent response rate (22 of 42 possible respondents), indicate that members and alternate members of the Committee have a high level of satisfaction with the support provided by the secretariat to the Compliance Committee

<p>The CMP is provided with adequate and effective support in the development of policy guidance to the Compliance Committee</p>	<p>Absence of complaints raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat in the development of policy guidance</p>	<p>The secretariat provided the CMP with support for the development of policy guidance to the Compliance Committee at CMP 7 and 8. Support was provided, in particular, for the consideration by the CMP of the sixth and seventh annual reports of the Compliance Committee, the appeal by Croatia against a final decision of the enforcement branch, and the proposed amendment to the Kyoto Protocol in respect of procedures and mechanisms relating to compliance. CMP 7 terminated its consideration of the appeal by Croatia after taking note of the withdrawal of the appeal. CMP 8 concluded its consideration of the proposed amendment to the Kyoto Protocol. No complaints were raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat in these instances</p>
<p>Information on the actions taken by the Compliance Committee is made available in a clear and timely fashion</p>	<p>Proportion of Compliance Committee documents made available to the members and alternate members of the Compliance Committee, Parties concerned and the general public in accordance with the rules of procedure of the Compliance Committee</p>	<p>In the reporting period, all Compliance Committee documents prepared by the secretariat were made available to the members and alternate members of the Compliance Committee, the Party with respect to which a question or questions of implementation had been raised and the public, as appropriate, in accordance with the timelines set out in the annex to decision 27/CMP.1 and the annex to decision 4/CMP.2, as amended by decision 4/CMP.4. One document for consideration at the 22nd meeting of the enforcement branch (document CC/EB/22/2013/2) was posted on the UNFCCC website a few days after it had been made available to members and alternate members of the enforcement branch. This slight delay in posting was due to competing demands on the time of the staff member responsible for website posting</p>

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 24
Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Conference Affairs Services programme

Objective 1: To advance the climate change intergovernmental process as a result of participation in UNFCCC conferences and events

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
<p>The secretariat's relations with Parties are strengthened through networking, the provision of information, in-depth insight and analysis, problem solving and the appropriate treatment of delegates according to protocol</p>	<p>Proportion of communications responded to Average response</p>	<p>The programme responded to all communications in a timely manner The average response time was 53 minutes</p>

<p>Representatives of eligible Parties, including those eligible for funding through the Trust Fund for Participation in the UNFCCC Process, can attend all relevant meetings and actively participate in the process</p>	<p>Proportion of eligible participants funded</p>	<p>A total of 218 participants were eligible for funding for each of the four sessions of the subsidiary bodies, while 359 participants were eligible for funding for the eighteenth session of the Conference of the Parties (COP) and the eighth session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) during the reporting period</p> <p>A total of 1,115 nominations were received and reviewed</p> <p>Ninety-five per cent of eligible participants were actually funded. The remaining 5 per cent did not take advantage of the offer for funding, mainly because they did not respond to the offer or declined the offer for unknown reasons</p>
<p>Eligible members of civil-society and intergovernmental organizations are admitted and participate within the capacity limit of the venue</p>	<p>Efficiency of admission process (waiting and processing time)</p>	<p>Of the 150 applications reviewed, 84 were assessed to be eligible by the secretariat and admitted by COP 18. Of those forwarded to COP 18, none were rejected. In the first half of 2013, 118 applications were reviewed for the eligibility assessment in time for COP 19 and CMP 9</p> <p>The majority of the applications were initially responded to within 10 working days. The maximum time required for a response is 20 working days</p> <p>The deadline for applications was 1 March 2012. The Bureau of COP 18 and CMP 8 granted provisional admission to the eligible applicants by 17 August 2012, and the COP admitted those eligible applicants as observers at the first meeting of the eighteenth session, held on 26 November 2012</p> <p>In the first half of 2013, the deadline for applications was 1 March 2013. The Bureau of COP 18 and CMP 8 is expected to grant provisional admission to the eligible applicants after the reporting period</p>
<p>Input by observer organizations to the intergovernmental process is facilitated</p>	<p>Proportion of timely applications that are reviewed and processed in time for possible admission to the sessions of the COP</p>	<p>All of the timely applications were reviewed and processed in time for admission to COP 18 in 2012 and 100 per cent of the timely applications were reviewed and processed in time for possible admission to COP 19 in 2013</p> <p>A total of 89 opportunities to make submissions were provided and a total of 303 submissions were cleared and all posted within two weeks of the clearance</p> <p>A total of 195 intervention opportunities were provided for non-governmental organization constituencies and 92 interventions were made in the reporting period</p>

Objective 2: To facilitate the work of delegates and assist in the intergovernmental process by maintaining the quality, clarity and readability of documents, and ensuring their timely availability

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Official documents are available on time	Percentage of documents, including versions in the six official languages of the United Nations, that have been submitted to the Conference Affairs Services programme in accordance with United Nations deadlines available to Parties on time	A total of 318 documents were mandated to be made available during the reporting period. All documents were made available and 39 per cent (34 of 87) were made available in accordance with the United Nations deadlines for translated documents

Objective 3: To provide suitable surroundings and comprehensive, state-of-the-art logistical and technical support so that meetings proceed smoothly and productively

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Comprehensive and functional conference facilities for participants in the climate change negotiation process are planned and provided for during the sessions, workshops and meetings	Number of complaints received with regard to conference facilities	No complaints were received with regard to conference facilities during the reporting period
Comprehensive and functional working conditions for staff are planned and provided for during the sessions, workshops and meetings	Number of reports of technical failures for sound, projectors, electricity, etc., relative to the size, duration and frequency of workshops and meetings	No reports of technical failures for sound, projectors, electricity, etc., were received during the reporting period

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 25

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Communications and Knowledge Management Services programme

Objective 1: To make available to Parties, observer organizations, the public and other stakeholders authoritative and up-to-date information regarding the UNFCCC process in a user-friendly and cost-efficient manner

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The UNFCCC website is recognized as the central information source for authoritative, up-to-date, comprehensive and user-friendly information on the UNFCCC process	Number of users accessing website content	A total of 155.8 million pages were viewed during the reporting period
	Amount of data downloaded	46.7 million files were downloaded from the UNFCCC website
	Number of webcast visits	218,000 visitors to the UNFCCC website viewed webcasts

The UNFCCC publications meet the needs of Parties and stakeholders	Level of satisfaction of Parties and stakeholders with the publications	The 2013 website survey indicated a high level of satisfaction with publications. In total, 82.2 per cent of the respondents gave publications a positive score
Journalists from developed and developing countries consistently attend intersessional and sessional meetings	Number of journalists from developed and developing countries attending the sessional meetings	A total of 43 journalists attended the sessions of the subsidiary bodies in May 2012; 23 journalists attended the ad hoc working group session in August and September 2012; 22 journalists attended the second session of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action in April and May 2012; 861 journalists attended the eighteenth session of the Conference of the Parties (COP) in December 2012; and 45 journalists attended the June 2013 sessions of the subsidiary bodies. Funding was provided under the Trust Fund for Supplementary Activities for 17 journalists to attend COP 18
External communication efforts regarding the UNFCCC are coordinated across the United Nations system	Evaluation of the outcomes of the annual communications plan of the United Nations Communications Group (UNCG) Task Force on Climate Change	The programme worked with United Nations agencies and affiliated organizations (e.g. the World Bank) to ensure UNFCCC messaging was shared with all UNCG Task Force members and reinforced by them. This happened in the form of six telephone conferences, to which all the representatives of the member organizations in the UNCG Task Force were invited. In addition, the programme shared key talking lines and all UNFCCC press releases with the group via a common e-mail distribution list and liaised on a one-on-one basis with the individual communications officers of the United Nations Department of Public Information, the United Nations Environment Programme the World Meteorological Organization and the Intergovernmental Panel on Climate Change. This ensured that all organizations were on the same page in terms of expected key deliverables, notably for COP 18 and the four other sessions during the reporting period

<p>Global and specialist media and non-governmental organizations are informed about the progress and the decisions of the intergovernmental process and its objectives</p>	<p>Assessment of information and data on online access to information on the website and comments posted to Facebook and retweets of secretariat tweets on Twitter</p>	<p>During the reporting period, the secretariat posted a total of 1,840 tweets on Twitter and 2,160 items on the UNFCCC Facebook page. Many of these messages were spread within the stakeholder community, with individual tweets by the Executive Secretary on the United Nations climate process and related events retweeted up to 70,000 times. Following the programme's social media support of the first long-term finance workshop, the head of Climate Action Network International, an umbrella organization comprising more than 700 non-governmental organizations, personally thanked the Executive Secretary for fully enabling civil-society participation via social media and webcasts</p>
	<p>Number of media that the UNFCCC reaches</p>	<p>The programme reached more than 3,226 journalists via its global media distribution lists. A total of 107,000 individuals and organizations were reached via social media (Twitter and Facebook) and around 19,500 via the UNFCCC electronic newsletter</p>

Objective 2: To facilitate search and retrieval of UNFCCC documents and to improve knowledge-sharing and collaboration

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
<p>Parties, observers, secretariat staff and the general public have ready access to well-organized and comprehensive official documentation on the climate change negotiation process</p>	<p>Number of official documents published on the UNFCCC website within the agreed time frames</p>	<p>A total of 1,434 official documents, including language versions, were posted in a timely manner</p>
<p>Records are managed in accordance with secretariat policy and guidelines</p>	<p>Number of electronic records captured in the secretariat's records management system</p>	<p>During the reporting period, no additional records were captured in the secretariat's records management system. The total number of records captured so far is 3,472</p>
<p>Internal communication, collaboration and knowledge-sharing is improved through the use of the appropriate tools and systems, including an enhanced Intranet</p>	<p>Level of staff satisfaction with the relaunched Intranet</p>	<p>Five internal newsletter publications were published, with over 9,800 page views. The Intranet is now scheduled to be relaunched in 2014. Information on the level of satisfaction of staff will be provided in the 2015 budget performance report</p>

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 26

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Information Technology Services programme
Objective 1: To maintain and strengthen the secretariat's information technology (IT) infrastructure

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The IT network infrastructure and support provide an enabling environment for the secretariat to service the Parties' requirements for conferences and mandated activities	Ninety-eight per cent overall planned information and communications technology network availability	<p>For the period from 1 January 2012 to 30 June 2013:</p> <p>Out of 17 monitored systems, 14 reached an availability of over 98 per cent. Three of the systems reached an availability of between 97 per cent and 98 per cent, owing to failures of ageing hardware. For those three systems, technology redesign projects have already been initiated</p> <p>For the period from 1 July 2012 to 30 June 2013:</p> <p>Excluding planned maintenance periods, out of 17 monitored systems, 16 reached an availability of over 98 per cent. A single system reached an availability of between 97 and 98 per cent. The redesign project for that system is still under way in the second half of 2013</p>
Service levels in relation to the help desk and security and disaster recovery meet the requirements	Incident/problem management times meet at a minimum the agreed times in the service-level agreement (SLA)	<p>During the reporting period, 25,648 work orders were created by the in-house service desk (which excludes the externally contracted international transaction log (ITL) service desk). A total of 99.82 per cent were answered within the timelines specified in the SLA and 86.57 per cent were resolved within the timelines specified in the SLA</p> <p>During the reporting period, a total of 219 incoming calls and 17,822 e-mails were received</p> <p>The performance metrics set for the ITL service desk are: 90 per cent of phone calls answered within 10 seconds, no more than 5 per cent of calls abandoned (user hanging up before being answered) within 20 seconds and 85 per cent of e-mails answered within 30 minutes. These three targets were met and exceeded for the 18-month period ending in June 2013: 96.99 per cent of phone calls were answered within 10 seconds, 2.35 per cent of phone calls were abandoned within 20 seconds and 95.45 per cent of e-mails were answered within 30 minutes</p>

<p>Information systems for use by Parties and the secretariat are well developed and supported</p>	<p>All systems are delivered and/or supported in accordance with the requirements defined in the engagement agreements (EAs)</p>	<p>During the current EA season 2013, five out of seven expected EAs have been signed between Information Technology Services (ITS) and the programmes. For the two additional EAs, the client programme’s finalization of requirements is pending</p> <p>The EAs represent a list of candidate projects and services which ITS may execute during the year, depending on actual priorities, capacity and funding availability. The current set of EAs identifies 64 prospective projects and 50 potential services. For the 64 candidate projects that have been identified, 35 of them have been initiated at the request of client programmes in 2013, meaning that they have been, are being or will be executed during the year. Of the 35 active ITS projects: six have been completed and closed, 21 are in progress, of which 13 are in execution and eight are in the ‘startup’ stage (meaning they are in progress and being planned), and eight have not yet started</p> <p>A Project Dashboard, available across the secretariat and containing the actual status of all active projects, was implemented as a new means of communicating information about projects within ITS and the secretariat. Regular meetings are scheduled with coordinators of programmes and ITS to review the Project Dashboard and budgets as part of improved IT governance</p>
<p>The UNFCCC systems supporting the operation of market-based mechanisms under the Kyoto Protocol function properly</p>	<p>The ITL, the clean development mechanism registry and other information systems supporting the market-based mechanisms are available without unplanned interruptions and their downtimes are kept to a minimum</p>	<p>The ITL availability target of 99.9 per cent for its production system was met. The availability target for its non-production system of 98.5 per cent was exceeded</p> <p>For the last 12-month period (from July 2012 to June 2013), the production system annual availability stood at 99.88 per cent, missing the targeted threshold. For the 18-month period ending in June 2013, the average monthly availability reached 99.86 per cent</p> <p>The availability of the non-production systems for the last 12-month period (from July 2012 to June 2013) was 100 per cent, exceeding the target. The 18-month availability of the non-production systems for the period ending in June 2013 was 99.90 per cent</p> <p>Remedial actions will be investigated during the second half of 2013 in order to improve the availability rate of the production system</p> <p>The clean development mechanism and joint implementation information system reached an availability rate of 99.28 per cent, exceeding the target of 98 per cent</p>

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 27

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Administrative Services programme
Objective 1: To facilitate the mobilization, allocation and utilization of resources (Article 8, paragraph 2(f), of the Convention, Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol, and decision 15/CP.1)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are kept fully informed on the receipt and use of financial resources	Financial statements are made available to Parties in a timely manner	The audited interim financial statements for 2012 were completed on time and will be presented to the Subsidiary Body for Implementation in November 2013
Coherence and transparency of fundraising and use of funds	Proportion of donor reports sent on time	A total of 57 donor reports were due during the reporting period, of which 23 (or 40.3 per cent) were issued on time
Optimal budget implementation rate	Proportion of actual expenditure compared with the approved budget	The 2012–2013 core budget for the secretariat had a budget implementation rate of 70.7 per cent through to June 2012, which is below the ideal implementation rate of 75 per cent
Compliance with United Nations financial rules and regulations and with UNFCCC financial procedures	Implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters	The three audit recommendations made for the biennium 2010–2011, related to International Public Sector Accounting Standards and information technology equipment, are under active implementation

Objective 2: To facilitate the timely recruitment and retention of staff who meet the highest standards of efficiency, competence and integrity in order to support mandated activities to the largest extent possible (Article 8, paragraph 2(f), of the Convention, and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicators(s)</i>	<i>Performance data</i>
Competent and motivated staff reflecting a broad geographical spectrum and gender balance are recruited and retained	Percentage of staff from Parties not included in Annex I to the Convention	As at 30 June 2013 a share of 51 per cent of staff in the Professional and higher levels were from non-Annex I Parties
	Percentage of recruitment completed within the required time frame	The targeted time frame for recruiting UNFCCC staff (from the posting of the vacancy announcement on the UNFCCC website to the notification of the selected candidate) is four months. Of the 54 posts advertised in the first six months of 2013, a total of 19 (35 per cent) recruitment cases were completed during the reporting period in accordance with that time frame
	Percentage of women in Professional and higher-level posts	As at 30 June 2013 42 per cent of staff in the Professional and higher levels were women
	Number of training programmes designed and implemented	A total of 384 classroom training sessions took place during the reporting period A total of 18 e-learning courses were made available to staff

The Skillsoft courses library, comprising 2,664 course titles, was partially made available to staff in some programmes

Objective 3: To provide travel and procurement services that respond adequately to the needs of Parties (Article 8, paragraph 2(f), of the Convention, and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Travel of delegates and staff to official meetings is arranged effectively and efficiently	Proportion of participants attending meetings versus nominations	Eighty-nine per cent of nominated participants attended meetings (3,994 of 4,470)
Procurement of goods and services is carried out in a timely manner in accordance with United Nations rules and regulations and with UNFCCC policies	Percentage of procurement cases processed within established time frames	Over 98 per cent of procurement cases were processed within the established time frames (1,005 of 1,025)
	Average number of responses received per tender	On average, more than four offers, bids and proposals were received in response to each of the secretariat's 108 tenders conducted in the reporting period
	Difference between vendors selected and highest offer received	On average, the offers selected following a tendering process were 33 per cent less expensive than the highest offers received

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.